**UNIVERSITÉ THOMAS SANKARA**

**UNITÉ DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION (UFR/SEG)**

 THЀME

**Effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation des ménages au Burkina Faso**

  **OUEDRAOGO Amandine Marie Diane Sidpasseté**

|  |  |
| --- | --- |
| Sous la direction de : Professeure Salamata LOABAMaître de Conférences agrégéUniversité Thomas SANKARA |  et de la codirection de : Professeur Esso Hanam ATAKE Maître de conférences agrégé Université de Lomé |

 Email:loabasali@yahoo.fr Email: hatake@univ-lome.tg

**Communication présentée dans le cadre de :**Conférence annuelle de l'Association africaine de finance et d'économie (AFEA)

Lieu : Université de Nairobi Towers, Campus principal, Université de Nairobi, Kenya
Date : 16 – 18 Juillet 2025

**Résumé**

 L’objectif de cette recherche est d’analyser l'effet de la structure fiscale, notamment de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de l’impôt unique et traitements sur les salaires (IUTS) sur les dépenses de consommation des ménages au Burkina Faso, à partir des données trimestrielles couvrant la période de 2003 à 2021 et de 2015 à 2021 et à l’aide d’un modèle ARDL. Les résultats montrent que la hausse de la TVA augmente certaines dépenses (alimentation, transport, communication) à court et long terme, mais réduit celles liées à la santé, à l’éducation et aux logements. Quant à l'IUTS, à court terme, il a un effet négatif sur les dépenses liées à l’éducation et la santé, aux boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants, aux transports, communications et informations et un effet positif sur les dépenses liées aux logements, l’électricité et l’eau. A long terme, l'IUTS continue d’affecter négativement les dépenses en santé et éducation. L'implication principale est que le gouvernement pourrait alléger la pression fiscale sur les ménages et réduire la TVA sur les produits de première nécessité pour stimuler la consommation.

**Mots-clés** **: Structure fiscale, TVA ,IUTS, dépenses de consommation finale des ménages, Burkina Faso.**

**Abstract**

The objective of this research is to analyze the effect of the tax structure, in particular the Value Added Tax (VAT) and the single tax and wages and salaries (IUTS) on household consumption expenditure in Burkina Faso, based on quarterly data covering the period 2003 to 2021 and 2015 to 2021 and using an ARDL model. The results show that the increase in VAT increases some expenses (food, transport, communication) in the short and long term, but reduces those related to health, education and housing. The IUTS, in the short term, has a negative effect on expenditure related to education and health, alcoholic beverages, tobacco and drugs, transport, communications and information, and a positive effect on expenditure related to housing, electricity and water. In the long term, IUTS continues to negatively affect health and education spending. The main implication is that the government could ease the tax burden on households and reduce VAT on basic necessities to stimulate consumption.

**Keywords : Tax structure, VAT, IUTS, household final consumption expenditure, Burkina Faso.**

**Introduction**

Les impôts constituent une composante essentielle des ressources publiques dans presque toutes les économies. Avec les recettes non fiscales, ils soutiennent le rôle de l’État dans la fourniture de services publics, la redistribution des revenus et la mise en œuvre d’autres objectifs de politique budgétaires tels que la garantie d’une croissance durable et l’encouragement de comportements socio-économiques souhaitables (Wahrig et Vallina, 2011). Cette organisation fiscale repose sur une structure fiscale, qui définit les types d’impôts, les modalités de collecte et les règles qui régissent leur application. En effet, les impôts constituent un apport essentiel à la gouvernance et au développement. Cependant, la manière dont le gouvernement choisit de lever des recettes fiscales a des implications sociales et économiques.

Ainsi, il est important de noter que, dans le cadre de cette dynamique, un équilibre est maintenu entre les contributions et les rétributions entre les parties prenantes. Dans ce sens, l’impôt qui est un revenu pour le gouvernement, est une dépense pour les contribuables car il réduit le revenu que ceux-ci doivent consacrer à la consommation. C’est dans ce sens que Gauthier (1998) soutient que la consommation mesure les dépenses des ménages effectuées non seulement à partir des revenus disponibles, mais aussi des emprunts ou l’épargne.

Du point de vue théorique, il existe un débat non tranché sur la relation entre les charges fiscales et les dépenses de consommation entre les keynésiens, les monétaristes et les nouveaux classiques. Les keynésiens affirment qu’une diminution des prélèvements fiscaux sur le revenu des ménages conduit à une augmentation de leurs dépenses de consommation. De ce fait, la réaction des ménages est par ailleurs supposée intervenir relativement vite car l’augmentation prévue de la consommation est toutefois moindre que celui du revenu après impôt. Elle peut même intervenir avant la baisse effective des taxes si la mesure fiscale a été annoncée depuis longtemps et qu’elle est dès lors anticipée par les ménages. Certains travaux soulignant que comme ceux de Geeroft et Grjebin (2018), même dans le cas où la baisse des taxes a un impact positif sur la consommation des ménages, l’effet peut être de faible ampleur. Cependant, l’effet sur la consommation sera réduit dans la mesure où la baisse des taxes donne lieu à une hausse des taux d’intérêt ou une hausse des prix. Ainsi, l’impact sur la consommation sera faible si la baisse des taxes est annoncée comme étant temporaire plutôt que permanente.

En revanche, les monétaristes et les nouveaux classiques qui sont entre autres Friedman (1957), Lucas (1976) et Barro (1974) ont remis en cause cet effet et prédisent que la baisse des taxes n’induit aucune modification des dépenses de consommations. Ils ajoutent qu’il est même possible qu’elle provoque une contraction de la consommation privée. Ainsi, ils mettent l’accent sur l’anticipation dans leurs travaux et concluent qu’une baisse des taxes sera non keynésienne dans la mesure où les ménages anticipent que la baisse des taxes sera inévitablement inverse à l’avenir ou qu’elle sera récompensée par une diminution d’autres dépenses de l’Etat.

En outre, l’hypothèse de la théorie du revenu permanent de Friedman (1957) a façonné la théorie de la consommation. Selon cette hypothèse, les consommateurs fondent leurs décisions de consommer, non seulement sur le présent mais aussi sur l’avenir. Ces auteurs montrent que les consommateurs souhaitent maintenir un flux régulier ou un chemin de croissance de leurs dépenses tout au long de leur vie. Ainsi, les consommateurs seront réticents à augmenter ou réduire leurs dépenses en réponse à un changement de revenu à moins qu’ils ne croient que le changement de revenu persistera. La formule abrégée de cette théorie est que les dépenses réagissent aux changements dans le revenu permanent. Il en résulte qu’une augmentation des impôts n’aura aucun effet sur la consommation contrairement à celui de Keynes.

L’absence de consensus dans le débat théorique suscite des études empiriques qui ont tenté de déterminer dans quelle mesure les dépenses de consommations s’ajustent suite à une variation des taxes. Ainsi, des chercheurs tels que Johnson et al. (2006), Bodart et al.(2008), Kaya et Sen (2015), Adegbite (2023) ont trouvé qu’une réduction des taux d’impositions entraine une augmentation des dépenses de consommations des ménages. En revanche, Shapiro et Slemrod (2003), Ajibola et Olusegun (2017) dans le contexte du Nigéria ont trouvé qu’une hausse des taux d’impositions entraine une augmentation des consommations finales des ménages.

Sur une autre dimension de la littérature, d’autres auteurs se sont particulièrement penchés sur l’analyse de l’effet de la TVA sur les dépenses de consommations des ménages. Ces auteurs sont Bird (2005), Diamond et Zodrow (2007,2008), Tochukwu et al. (2015), Cordella (2020). De ce fait, Bumpei *(*2011), Alm et El-Ganainy (2012) ont analysé l’effet de la TVA sur la consommation globale et concluent qu’une augmentation de la TVA entraîne une diminution du niveau de la consommation à court terme et à un niveau plus important à long terme. Les auteurs comme concluent qu’une augmentation de la TVA entraîne une diminution du niveau de la consommation à court terme et à un niveau plus important à long terme ont montré que la TVA a un effet négatif sur les dépenses de consommation. En revanche, Gidigbi et al.(2021) ont trouvé que l’augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée entraine une augmentation des dépenses de la consommation des ménages. Cependant, il est observé que la plupart des études existantes se penchent sur les dépenses de consommation finale des ménages de façon globale sans prendre en compte les différents types de produits. De même, les études analysant l’effet de l’impôt unique sur les traitements des salaires au Burkina Faso sont rares car la plupart des chercheurs tiennent compte de l’impôt sur le revenu des personnes physiques en général.

Ainsi, les différents impôts ont des impacts différents sur l’économie, le comportement des ménages et des entreprises et sur les résultats en matière de répartition Modica et al.(2018). De ce fait, la structure fiscale est donc un deuxième indicateur fondamental qui donne un aperçu de l’importance relative des différents types d’impôts dans la composition fiscale globale. Selon le code des impôts du Burkina Faso révisés en 2017, parmi les principaux impôts applicables aux particuliers et aux entreprises, nous avons l’impôt sur le revenu dont l’impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ainsi, l’impôt sur le revenu est dans la plupart du temps déduit de la source par l’employeur avant que l’employé ne perçoive son salaire. Tout comme la TVA, l’IUTS affecte également la consommation. En effet, l’IUTS affecte le montant qu’un consommateur peut dépenser pour acquérir les biens et services dont il a besoin car il réduit le revenu disponible des employés contrairement à la TVA qui affecte les prix des biens et services.

De ce qui précède, nous nous posons la question de savoir quel est l’effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso ?

 Comme dans plusieurs pays en développement, la structure fiscale au Burkina Faso, à travers les impôts appliqués et leur niveau, affecte directement le pouvoir d’achat des ménages. Cela se reflète notamment dans leurs dépenses de consommation, qui constituent une part importante de l'économie nationale. En effet, dans les statistiques des recettes publiques, les structures fiscales sont mesurées par la part de chaque catégorie d’impôt dans les recettes fiscales totales de chaque pays. Au Burkina Faso, les impôts indirects sur les biens et services autre que la TVA ont représenté plus de la moitié de l’ensemble des recettes fiscales (OCDE,2021). Cependant, la TVA qui représente 19 %, l’impôt sur le revenu est de l’ordre de 10 % en 2021 (OCDE,2023).

Au regard, de la consommation des ménages, celle-ci se réalise sous la contrainte du revenu mais aussi des prix des biens et des services consommés. Leur pouvoir d’achat dépend de l’évolution de leur revenu et des prix et mesure donc la quantité de biens et de services que peuvent se procurer les ménages grâce à leur revenu disponible. En effet, une taxe indirecte peut augmenter le prix d’un bien afin d’entrainer dans le même sens le prix des produits pour les consommateurs. De ce fait, au Burkina Faso, les dépenses totales annuelles de consommation des ménages sont estimées à 8 142 milliards FCFA en 2021. En 2018, ces dépenses sont estimées à 6621,80 milliards FCFA, soit un accroissement global de 23% sur la période 2018-2021 en terme nominal. Cependant, le pays a connu une inflation record de 14,1% en 2022, toute chose qui a contribué à la hausse des dépenses des ménages (INSD,2021). Concernant, la structure des dépenses de consommations des ménages, les biens alimentaires ont constitué les besoins prioritaires des ménages au niveau de leur panier de consommation. En effet, les ménages y ont investi 43,5% de leur dépense annuelle. Par contre, ils dépensent faiblement pour leur santé qui représente 4,6 % et leur éducation qui est de l’ordre de 1,5 %. Par ailleurs, pour la constitution du patrimoine, les ménages ont investi 6,1% de leurs dépenses pour acquérir des biens durables (INSD, 2024).

De ce fait, l’objectif de cette recherche est d’analyser l’effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso. Pour mener à bien cette recherche, nous émettons l’hypothèse qu’une baisse de l’impôt entraîne une augmentation des dépenses de consommation finale des ménages.

Pour tester cette hypothèse, nous utilisons les données trimestrielles sur le Burkina Faso couvrant la période de 2003 à 2021 en regardant les dépenses de consommation finale des ménages dans son ensemble et de 2015 à 2021 sur les différentes composantes des dépenses de consommations finale des ménages et le modèle autorégressif à décalages distribués. La contribution de cette recherche est d’une part de prolonger la littérature sur la relation entre la structure fiscale et la consommation finale des ménages et d’autre part de permettre aux gouvernements de concevoir des politiques économiques efficaces et équitables.

Notre recherche est structurée comme suit : La section I aborde la revue de la littérature. La section II présente les faits stylisés. La méthodologie utilisée fait l’objet de la section III. La section IV est consacrée à la présentation et la discussion des résultats et la dernière section porte sur la conclusion assortie des implications de politique économiques.

**I. REVUE DE LA LITTÉRATURE**

Dans cette section, nous abordons dans un premier temps l’approche théorique et dans un second temps les analyses empiriques de la relation entre la structure fiscale et les dépenses de consommation finale des ménages.

**I.1 Approche théorique de la relation entre la structure fiscale et les dépenses de consommation des ménages**

Dans la plupart des nations, les revenus et la consommation sont soumis à des prélèvements fiscaux. Cependant, les différents impôts ont des impacts différents sur l’économie, sur le comportement des ménages et des entreprises et sur le résultat en matière de répartition du revenu (Modica et al, 2018). En effet, les impôts sont considérés comme des prélèvements obligatoires imposés sur le revenu, le capital et la consommation de la population par le gouvernement par l’intermédiaire de ses agents dans le but d’augmenter les recettes publiques et d’améliorer la fourniture efficace d’équipements sociaux. Dans cette partie, nous montrons que la relation entre le taux d’imposition et les dépenses de consommation finale des ménages a fait l’objet de plusieurs débats théoriques. De ce fait, il s’agit de développer les différents types de théorie liées à cette relation.

* **La théorie de la capacité de paiement**

La théorie de la capacité à payer développée par Kendrick (1939), Brow (1945) et Mill (1965) propage l’idée selon laquelle, l’imposition devrait être proportionnelle à la situation financière de chaque individu. C’est-à-dire que les contribuables devraient être invités à payer des impôts en fonction de leur capacité à payer. En ce sens, Anyanfo (1996) soutient cet argument en montrant que les impôts devraient être évalués en fonction de la capacité contributive de chaque contribuable. Kendrick montre que les individus ayant d’importantes ressources devraient supporter une charge fiscale plus lourde que ceux qui en ont moins. Sur cette même idée, Mill (1965) approfondit en suggérant que les impôts doivent garantir un sacrifice équitable par rapport à la situation financière des contribuables laissant entrevoir une préférence pour une fiscalité progressive pour expliquer la baisse de la valeur de l’argent pour les riches. Quant à Brow, il préconise que les impôts soient alignés sur les revenus ou la richesse de chaque individu dans le but d’éviter des difficultés financières excessives.

Malgré, les accords entre ces différents auteurs, aucun ne définit clairement si c’est le revenu ou la richesse qui devrait être le principal déterminant de la capacité de paiement, ce qui laisse subsister une ambiguïté dans la formulation de la politique fiscale. En outre, en appliquant ce principe, Young (1986) montre que la perte d’utilité résultante de l’imposition doit être égale pour tous les contribuables et les riches seront imposés plus lourdement que les pauvres. Ainsi, Martinez-Vazguez (2001) pense que le principe de la capacité à payer est souvent utilisé pour justifier l’imposition des taxes directes telles que l’impôt sur le revenu ou l’impôt sur les plus-values. En conséquence, on peut affirmer que la théorie de la capacité à payer garantit que les indigents ne sont pas surchargés et qu’ils sont au contraire soulagés par les services gratuits qui leur sont offerts.

* **La théorie des avantages fiscaux**

La théorie des avantages fiscaux fait référence à l’idée selon laquelle la structure fiscale d’un pays peut avoir un impact significatif sur le comportement économique des individus et des entreprises. Cette théorie s’intéresse aux canaux par lesquels les politiques fiscales, telles que les taux d’imposition, les déductions fiscales et les crédits d’impôt, influencent les décisions en matière de travail, d’investissement, d’épargne et de consommation. L’idée développée par Cooper (1994) montre que les impôts doivent être imposés aux individus en fonction de l’avantage qu’ils confèrent. Le principe de cette théorie est que plus une personne tire d’avantages des activités de l’État, plus elle doit payer au gouvernement, ce qui suppose qu’il existe un donnant-donnant. Cela a été soutenue par les auteurs comme Wicksell (1896) et Lindahl (1919). Ces auteurs affirment que les impôts doivent être justes et basés sur les bénéfices reçus par les citoyens. De ce fait, Wicksell a introduit le principe du consentement à l’impôt et de l’égalité des avantages, tandis que Lindahl a développé un mécanisme théorique pour financer les biens publics selon les préférences individuelles.

 Cependant, il convient de noter qu’il est impossible de mettre en œuvre cette théorie avec précision en raison de la difficulté de déterminer le nombre d’avantages gouvernementaux, y compris les avantages diffus tels que la protection militaire reçue par chaque contribuable résident et non-résident. De nombreux auteurs ont proposé différentes interprétations de la théorie des avantages fiscaux. Pour Neill (2000), la théorie suggère que les impôts acquittés par un individu devraient correspondre aux bénéfices qu’il tire de la combinaison de biens et de services offerts par l’État. Rahman (2003), développant la théorie des avantages affirme que les impôts devraient être déterminés par les avantages reçus plutôt que par le revenu, car ceux qui bénéficient de prestations plus importantes doivent contribuer en conséquence. Lindsay (2019), à travers la théorie des avantages considère le fardeau fiscal en fonction des avantages reçus par le contribuable de l’État. Son principe fondamental repose sur la réciprocité : un système fiscal équitable est celui où les impôts payés par un contribuable correspondent aux bénéfices qu’il tire de l’État.

* **La théorie de la consommation moderne**

Le comportement des ménages en matière de consommation a été étudié à travers diverses théories distinctes parmi lesquelles nous avons l’hypothèse du revenu absolu formulée par Keynes (1936), l’hypothèse du revenu relatif par Duesenberry (1948, 1949) ainsi que l’hypothèse du revenu permanent avancée par Friedman (1957).

- La théorie moderne de la consommation a été mise en avant à travers la loi psychologique du comportement de la consommation de Keynes (1936) dans sa théorie générale. Il affirme que la consommation augmente avec le revenu, mais à un rythme décroissant. Cela signifie qu’avec une augmentation de revenu, les ménages ne dépensent qu’une partie de ce revenu supplémentaire, et le reste est épargné. Ainsi, les impôts peuvent affecter cette propension. Aussi, Keynes définit la propension à consommer comme la relation entre la consommation et le revenu national. Il distingue la propension marginale à consommer (PMC)[[1]](#footnote-1) et la propension moyenne à consommer (Pmc)[[2]](#footnote-2) et conclut que ces différentes propensions diminuent avec le revenu compris entre 0 et 1.[[3]](#footnote-3) La relation entre impôt et consommation selon Keynes est un aspect central de sa théorie économique. Dans sa vision, les impôts influencent directement le niveau de consommation des ménages, ce qui a des implications sur la demande agrégée et, par conséquent, pour l’activité économique. Il montre que les impôts réduisent le revenu disponible des ménages. Ainsi, une hausse des impôts peut donc diminuer la consommation, car les ménages disposent de moins de ressources pour dépenser.

En 1994, Duesenberry élabore une théorie socioéconomique de la fonction de consommation dans laquelle le comportement du consommateur est régi par la comparaison de son propre revenu avec d’autres revenus en mettant en lumière deux hypothèses fondamentales[[4]](#footnote-4).

Par la suite, Friedman (1956) remet en question l’idée que la consommation est uniquement déterminée par le revenu courant. Il a développé une fonction de consommation en supposant une hypothèse du revenu permanent selon laquelle les agents économiques agissent, non pas seulement en fonction de leur revenu disponible mais également en fonction du revenu qu’ils anticipent[[5]](#footnote-5). Sa théorie du revenu permanent souligne l’importance des anticipations et du comportement à long terme des ménages, offrant une perspective différente sur l’impact des impôts sur la consommation. Les implications de la théorie de Friedman suggèrent que les réductions d’impôts pourraient stimuler la consommation, mais cela dépend de la perception des ménages concernant leur revenu permanent. Si les ménages estiment que ces réductions sont temporaires, l’effet sur la consommation pourrait être limité. Ainsi, il souligne que les politiques fiscales doivent tenir compte de ces dynamiques pour être efficaces. Cela implique que même si les impôts affectent le revenu courant, les ménages ajustent leur consommation en fonction de ce qu’ils anticipent comme revenu à long terme. Ainsi, pour Friedman, une hausse des impôts peut réduire le revenu courant, mais les ménages, en tenant compte de leur revenu permanent, ne réduisent pas leur consommation de manière proportionnelle. Ils peuvent puiser dans leurs économies pour maintenir leur niveau de consommation. Cette théorie met l’accent sur le comportement de consommation à long terme plutôt qu’à court terme.

 En plus de ces deux auteurs, Lucas (1976) critique l’approche keynésienne qui se concentre sur la demande agrégée et souligne qu’à long terme, les facteurs réels tels que la productivité et le progrès technologique jouent un rôle crucial dans la détermination de la consommation. Cependant, la relation entre impôt et consommation selon lui s’inscrit dans son cadre plus large de la théorie des anticipations rationnelles et de l’économie néoclassique. Il soutient que les individus utilisent toute l’information disponible pour former leurs anticipations concernant l’avenir. Ainsi, lorsque le gouvernement modifie la fiscalité, les ménages ajustent leur consommation en fonction des attentes quant aux conséquences économiques futures. En conséquence, les augmentations d’impôts ne conduisent pas nécessairement à une réduction immédiate de la consommation. Si les ménages anticipent que ces hausses d’impôts sont temporaires ou que les dépenses publiques vont générer des bénéfices à long terme, ils peuvent choisir de maintenir leur niveau de consommation.

De plus, selon Barro (1974), la relation entre l’impôt et la consommation s’articule autour de l’idée que les ménages anticipent les hausses d’impôts futurs et ajustent leur comportement en conséquence. Son modèle , basé sur l’équivalence ricardienne suggère que le mode de financement des dépenses publiques par l’impôt ou par l’endettement n’ a pas d’impact sur la consommation. Elle repose sur l’idée que les agents économiques anticipent rationnellement une hausse future des impôts lorsque l’ Etat s’endette, ce qui les pousse à épargner plutôt qu’à consommer. Cela signifie que, sur le long terme, les modifications fiscales n’affectent pas la consommation globale. En effet, les ménages, en tenant compte des obligations fiscales futures, peuvent choisir d’épargner davantage lorsque des impôts augmentent, dans le but de se préparer à des charges futures. Dans ce cas, même si le revenu courant diminue à cause des impôts, la consommation ne baisse pas nécessairement de manière proportionnelle, car les ménages anticipent un revenu net à long terme. En conclusion, l’approche de Barro suggère que les politiques fiscales doivent être conçues avec soin, car les effets anticipés des changements fiscaux peuvent neutraliser leurs impacts sur la consommation. Cependant, bien que cette théorie soit influente, elle a fait l’objet de critique par certains économistes qui soulignent que tous les ménages ne sont pas rationnels ou ne disposent pas d’une information parfaite, ce qui peut mener à des comportements de consommation différents de ceux prédits par la théorie.

En conséquence du débat théorique ci-dessus, nous pouvons retenir qu’il existe une vaste littérature empirique ayant pour objectif d’analyser la relation entre la structure fiscale et la consommation des ménages.

**I.2 Approche empirique de la relation entre la structure fiscale et les dépenses de consommation des ménages.**

Plusieurs travaux empiriques ont porté sur la relation entre l’impôt et les dépenses de consommation des ménages. Les différents résultats trouvés sont mitigés. L’objectif de cette partie est d’examiner les conclusions auxquelles sont parvenus divers chercheurs ainsi que leurs contributions à la recherche concernée.

* **La relation négative entre la structure fiscale et les dépenses de consommation des ménages.**

Bodart et al (2008) ont analysé la relation entre le taux d’imposition et les dépenses de consommation des ménages en Belgique. En utilisant des données trimestrielles qui couvrent la période allant du premier trimestre 1980 au quatrième trimestre 2007 et se basant sur le modèle à correction d’erreur, les auteurs ont conclu que la réduction du taux moyen entraine une diminution des dépenses de consommation des ménages sur l’ensemble de la période. Mais, on constate que l’effet de la variation de la taxe est légèrement moins important après 1998 et il est par ailleurs seulement temporaire durant cette période. Cela signifie qu’une baisse du taux implicite de taxation entraîne une hausse permanente du niveau de la consommation avant 1998 tandis qu’elle induit une hausse temporaire de la consommation annuelle totale après 1998. En outre, Shapiro et Slemrod (2003) ont exploré l’impact des impôts sur les dépenses de consommation des ménages américains. En se basant sur les enquêtes de consommation, les auteurs ont conclu que 21,8% des répondants qui ont reçu des remises déclarent qu’ils dépensent leur remise. Cela signifie qu’une réduction des taux d’imposition entraîne une augmentation des dépenses de consommation. Ces différents travaux ont utilisé des taux qui ont subi des reformes durant la période étudiée alors que cette présente recherche utilise un taux effectif en pourcentage des dépenses de consommation.

Pour leur part, Johnson et al (2006) ont examiné la relation entre les dépenses de consommations des ménages américains et la réduction des taux d’impositions sur le revenu de 2001. En se basant sur les enquêtes portant sur les dépenses de consommation et un modèle d’équilibre calculable, les auteurs ont montré que les réductions d’impôts de 2001 ont stimulé les dépenses de consommation. Ils affirment également que les réponses des dépenses à la réduction d’impôts peuvent différer selon le temps et les circonstances.

Kaya et Sen (2015) ont étudié l’effet de court terme et long terme des chocs fiscaux sur les dépenses de consommations des ménages en Turquie en utilisant les différentes composantes des dépenses de consommations des ménages à savoir l’alimentation, l’éducation, le transport et autres biens sur la période de 2003 à 2013 de façon trimestrielle. Les auteurs concluent que les résultats diffèrent selon qu’il s’agisse du court ou du long terme. A court terme, tous les impôts considérés affectent négativement les dépenses de consommations des ménages. En revanche, à long terme sauf la TVA et l’impôt sur le revenu des personnes physiques influencent les dépenses de consommations, les autres impôts n’affectent pas la consommation des dépenses à l’aide de la méthode d’un modèle structurel VAR. Mais sur le plan méthodologie, l’étude examinée a utilisé un modèle VAR tandis que la méthode d’analyse ARDL actuelle est utilisée pour l’analyse des données.

Alm et El-Ganainy (2012) ont examiné la relation entre la taxe sur la valeur ajoutée et la consommation sur quinze (15) pays de l’Union Européenne au cours de la période 1961-2005. Ces auteurs concluent à travers une variété de méthodes d’estimation et de spécifications avec la méthode des moments généralisés, qu’une augmentation du taux de TVA conduit à une réduction du niveau de consommation agrégée à court terme et une réduction un peu importante à long terme. Dans le même ordre d’idée, Akhmetova (2012) a exploré la même relation en se basant sur vingt-sept (27) pays européens et trouve que la taxe sur la valeur ajoutée a un effet positif sur la consommation des ménages et atteint son taux maximum lorsque le taux effectif est de 1,38 et dépassée ce taux, la TVA a un effet négatif sur la consommation. Géographiquement, ces études se sont menées sur les pays développés tandis que cette présente recherche se base un pays en développement qui est le Burkina Faso. En outre, Idris et Sebastine (2023) ont exploré la relation de court et de long terme entre la fiscalité indirecte et la consommation des ménages au Nigéria sur la période 1985 à 2020. En se basant sur la méthode des moindres carrés ordinaires et la cointégration comme méthode d’estimation, ces auteurs trouvent que la TVA a une relation positive et non significative sur la consommation des ménages tandis que l’impôt sur le revenu des personnes physiques et l’inflation a un effet négatif sur la consommation des ménages. Ces études examinées se sont concentrées sur la fiscalité indirecte tandis que la présente recherche prend également en compte la fiscalité directe.

En ce qui concerne Adegbite (2023), il a étudié l’effet des impôts sur la consommation des ménages au Nigéria couvrant la période 1990 à 2021. Les dépenses de consommations sont consacrées dans cette étude aux dépenses de besoins quotidiens et à l’achat d’autres produits utiles. En utilisant le modèle de décalage autorégressif (ARDL), l’auteur conclut que l’impôt sur les bénéfices pétroliers a une influence significative forte et positive sur la consommation des ménages. En revanche, l’impôt sur le revenu des sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et les droits de douane et d’accise ont une influence significative négative sur la consommation des ménages. Cet auteur s’est basé sur les dépenses consacrées aux besoins quotidiens et aux produits utiles alors que la présente recherche prend en considération d’autres types de dépenses.

Après avoir mis en évidence les études montrant la relation négative entre impôt et consommation, nous passons en revue les travaux montrant une relation positive.

* **La relation positive entre la structure fiscale et les dépenses de consommation des ménages.**

Ajibola et Olowolaju (2017) ont analysé l’effet de la fiscalité sur la consommation des ménages au Nigéria. En se basant sur la méthode des moindres carrés ordinaires sur la période de 1994 à 2014, les auteurs concluent que l’augmentation de la TVA ainsi que la hausse de l’impôt sur la société ont un effet positif sur la consommation des ménages. La consommation est influencée par la variable inflation. L’étude examinée s’est concentrée sur la TVA et l’impôt sur la société alors que notre recherche met en exergue l’impôt unique sur les traitements et salaires.

Pour leur part, Sani et Sani (2020) ont analysé l’effet de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur la consommation au Nigeria à l’aide de données annuelles de 1994 à 2018. En se basant sur l’approche Auto Régressive, les auteurs concluent que l’augmentation de la TVA a un effet positif sur la consommation au Nigeria. Sur le même ordre d’idée, Gidigbi et al (2021) ont examiné l’effet de la taxe sur la valeur ajoutée sur les dépenses de consommation des ménages au Nigéria sur la période 1981 à 2017. En se basant sur le modèle ARDL, les auteurs concluent que la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée et la hausse du taux d’intérêt ont un impact positif et significatif sur la consommation des ménages. En revanche, l’augmentation des droits de douane et accises passés ont un impact positif et significatif sur la consommation réelle des ménages. Ces différentes études se sont concentrées sur la consommation finale des ménages globalement par contre la présente recherche prend en compte les composantes de la consommation des ménages.

Il est observé que les travaux existants intégrant les taxes telles que les impôts sur les traitements et salaires pour saisir l’effet des taxes sur la consommation finale des ménages sont rares. La plupart des études associaient les impôts à des différentes variables de résultat et limitaient leurs études sur la consommation de façon globale. En outre, les études sur le Burkina Faso sont rares. Par conséquent, cette recherche analyse l’effet de la structure fiscale sur la consommation finale des ménages au Burkina Faso en ce qui concerne l’impôt unique sur les traitements et salaires, la taxe sur la valeur ajoutée. Elle tient compte également des différentes composantes de consommation finale des ménages.

**II. Les faits stylisés**

Nous présentons dans cette partie, l’évolution des différents indicateurs à savoir les dépenses de consommation finale des ménages ainsi que la structure des dépenses de consommations des ménages et les taux effectifs de la TVA et l’IUTS.

**II.1. Evolution des dépenses de consommation finale des ménages par habitant ,le taux effectif de la TVA et l’IUTS au Burkina Faso**

La figure 1 retrace l’évolution du niveau des dépenses de consommation finale des ménages transformer en logarithme, le taux effectif de la taxe sur la valeur ajoutée et le taux effectif de l’impôt unique et traitement des salaires au Burkina Faso sur la période allant du quatrième trimestre de 2003 au premier trimestre de 2022. Durant la période 2003Q4 à 2013Q4, on remarque une augmentation régulière du niveau de dépense de consommation finale des ménages allant de 5,91% à 6,12%.Le pic est atteint en 2013Q4 suivi d’une phase de stagnation. Cela se justifie par le fait qu’une part importante de la population migre vers les zones urbaines, ce qui peut entraîner une augmentation de la consommation. En effet, les coûts du niveau de vie en milieu urbain peuvent être plus élevés et les ménages peuvent dépenser davantage pour le logement, le transport, la nourriture et d’autres biens et services. De plus, avec l’amélioration de l’accès au crédit, les ménages peuvent être plus enclins à dépenser, que ce soit pour l’achat de biens durables, l’éducation ou d’autres besoins. Également, avec l’augmentation de la taille de la population, celle-ci peut entraîner une hausse des dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso.

En ce qui concerne le taux effectif de la TVA ,nous remarquons une forte hausse entre 2005 à 2006 passant à plus de 3,5%. Par la suite, des variations irrégulières, mais une tendance haussière, stabilisée autour de 4,5% à 5% après 2015. Cela se justifie par le fait que les recettes provenant de la TVA ont baissé à cette année de l’application de la TVA sur les importations pour les sociétés minières et sur les entreprises sous-traitantes pour le gouvernement et l’introduction de la facturation normalisée de TVA pour lutter contre la fraude. Quant à l’IUTS, nous remarquons une croissance continue et progressive sur l’ensemble de la période. Cela pourrait s’expliquer par la mise en place des réformes fiscales par le gouvernement dans le but de financer les programmes gouvernementaux.

*Figure 1 : Evolution des dépenses de consommation finale des ménages, le taux effectif de la TVA et l’IUTS au Burkina Faso*

**Source** : Construit par l’auteur à partir des données de WDI (2023)

**II.2. Evolution de la structure des dépenses de consommation finale des ménages**

La figure 2 montre l’évolution de la structure des dépenses de consommations finale des ménages au Burkina Faso exprimées en termes de monnaie Francs CFA. Nous avons subdivisé la structure des dépenses de consommation finale des ménages en cinq (5) groupes en suivant la répartition de l’INSD. Il s’agit des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ; boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants ; logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ; services d'éducation et santé ; transport, information et communication. De façon générale, on remarque que les dépenses des produits en aliment et boissons non alcoolisées sont supérieures aux autres produits sur la période 2015 à 2021 et celles-ci sont passées de 2 222 945 FCFA en 2015 à 3 096 660 FCFA en 2021. Par contre, les dépenses sont moins consacrées aux boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants passant de 136 661 FCFA en 2015 à 176 664 FCFA en 2021. Cela pourrait s’expliquer par le fait qu’une part importante du budget des ménages est consacrée à l'achat des aliments de base tels que les céréales, les légumes, les fruits, la viande, etc. De plus, les familles peuvent consacrer une part significative de leurs revenus pour s’assurer qu’elles ont suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins nutritionnels de base. Également, les ménages peuvent avoir moins de capacité financière pour allouer des fonds à d’autres catégories de dépenses tels que les loisirs ou les biens durables. Par ailleurs, les dépenses moins accordées aux produits alcoolisés, au tabac et aux stupéfiants se justifient par le fait que la réglementation et les taxes gouvernementales restreignent voire interdisent la consommation de ces produits. Ce qui peuvent influencer sans doute les choix de consommation. C’est-à-dire que des réglementations strictes et des taxes peuvent dissuader les ménages de dépenser davantage dans ces catégories de produits.

*Figure 2 : Evolution des différentes composantes des dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso*

**Source** : Construit par l’auteur à partir des données de l’INSD (2023)

L’analyse des faits stylisés met en lumière l’influence de la structure fiscale sur les dépenses de consommation des ménages, révélant des tendances économiques significatives. Ces observations permettent de mieux comprendre les dynamiques fiscales et ouvrent la voie à une approche méthodologique adaptée pour approfondir cette relation.

**III. Méthodologie de recherche**

Cette section expose la méthodologie que nous utilisons pour l’analyse de l’effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation finale des ménages. Elle présente le cadre théorique, le modèle à estimer, la description des variables, la méthode d’estimation et les données utilisées.

**III.1 Le cadre théorique**

Dans la revue théorique, plusieurs auteurs ont développé la fonction de consommation. En nous inspirant de ces travaux antérieurs, le modèle théorique que nous adoptons est le modèle keynésien pour analyser l’effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation finale des ménages. Selon cette théorie, la consommation des ménages est influencée principalement par leur revenu disponible. Le revenu disponible est le revenu après impôts, c’est à dire le revenu brut moins les impôts.

La fonction de consommation Keynésienne est souvent exprimée sous la forme suivante :

$C=C\_{0}+c.(Y\_{d}) $ (1)

Avec $C$ qui représente la consommation totale, $C\_{0}$, la consommation autonome c’est à dire la consommation qui se fait même sans revenu, $c$, la propension marginale à consommer, qui représente la part du revenu supplémentaire que les ménages consommeront et $Y\_{d}$ le revenu disponible.

Ainsi le revenu disponible $Y\_{d}$ se définit comme :

$Y\_{d}=Y-T$ (2)

Où T représente la taxe, Y est le revenu brut.

Ainsi, une augmentation des impôts (T) réduit le revenu disponible des ménages et, par conséquent, la consommation (C), car les ménages auront moins d'argent à dépenser.

Selon l’approche Keynésienne, les effets des taxes sur la consommation se traduisent par le fait qu’une augmentation des impôts (T) réduit le revenu disponible des ménages et, par conséquent, la consommation (C), car les ménages auront moins d’argent à dépenser.

**III.2 Le modèle empirique**

Les études antérieures comme les travaux de Bodart et al (2008), Alm et El-Ganainy (2012), ont élargi le modèle (2) en tenant compte d’autres facteurs qui peuvent expliquer les dépenses de consommation finale des ménages. Ces auteurs ont mis en évidence la relation entre les dépenses de consommations des ménages et la taxe en se basant sur une fonction de consommation agrégée dans laquelle la consommation dépend du revenu courant, de la richesse accumulée et d’autres variables supplémentaires. D’autres auteurs comme Kaya et Sen (2015), Ajibola et Olowolaju (2017) se sont par la suite basés sur une fonction linéaire dans leurs travaux. Dans le cadre de notre recherche, nous nous basons sur les travaux de Bodart et al (2008) tout en incluant d’autres variables qui influencent les dépenses de consommation finale des ménages.

Le modèle empirique s’écrit comme suit :

$C\_{t}=β\_{0}+β\_{1}C\_{t-1}+β\_{2}Tax\_{t}+β\_{3}REV\_{t}+β\_{4}INF\_{t}+β\_{5}TI\_{t}+β\_{6}CHM\_{t}+β\_{7}Pop\_{t}+ ε\_{t}$ (3)

La variable $Tax\_{t}$ sera analysée selon deux (02) composantes : La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l’impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) car il y’a une forte corrélation entre les deux variables. L’ajout de ces deux variables dans une même équation posera un problème de multicolinéarité.

-Pour analyser l’effet de l’IUTS sur les dépenses de consommation finale des ménages, le modèle ARDL se présente comme suit pour capter les relations de long terme et de court terme :

$∆LnC\_{t}=β\_{0}+\sum\_{i=1}^{p}β\_{1i}∆LnC\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{q}β\_{2i}∆IUTS\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{m}β\_{3i}∆LnREV\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{n}β\_{4i}∆INF\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{v}β\_{5i}∆TI\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{w}β\_{6i}∆CHM\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{Y}β\_{7i}∆LnPop\_{t-i}+ α\_{1}LnC\_{t-1}+α\_{2}IUTS\_{t-1}+α\_{3}LnREV\_{t-1}+α\_{4}INF\_{t-1}+α\_{5}TI\_{t-1}+α\_{6}CHM\_{t-1}+α\_{6}LnPop\_{t-1}+ε\_{t}$ (4)

-Pour analyser l’effet de la TVA sur les dépenses de consommation finale des ménages, le modèle ARDL se présente :

$∆LnC\_{t}=β\_{0}+\sum\_{i=1}^{p}β\_{1i}∆LnC\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{q}β\_{2i}∆TVA\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{m}β\_{3i}∆LnREV\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{n}β\_{4i}∆INF\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{v}β\_{5i}∆TI\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{w}β\_{6i}∆CHM\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{Y}β\_{7i}∆LnPop\_{t-i}+ α\_{1}LnC\_{t-1}+α\_{2}TVA\_{t-1}+α\_{3}LnREV\_{t-1}+α\_{4}INF\_{t-1}+α\_{5}TI\_{t-1}+α\_{6}CHM\_{t-1}+α\_{6}LnPop\_{t-1}+ε\_{t}$ (5)

-Pour analyser l’effet de la TVA et de l’IUTS sur les composantes des dépenses de consommation finales des ménages, nous nous basons sur le modèle suivant :

$∆LnC\_{jt}=β\_{0}+\sum\_{i=1}^{p}β\_{1i}∆LnC\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{q}β\_{2i}∆tax\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{n}β\_{3i}∆INF\_{t-i}+\sum\_{i=0}^{v}β\_{4i}∆TI\_{t-i}++\sum\_{i=0}^{v}β\_{5i}∆CHM\_{t-i}+ α\_{1}LnC\_{t-1}+α\_{2}tax\_{t-1}+α\_{3}INF\_{t-1}+α\_{4}TI\_{t-1}+α\_{5}TI\_{t-1}+ε\_{t}$ (6)

Où t représente le temps.$ε$ représente le terme d’erreur qui est censé être distribué normalement et indépendamment avec une moyenne nulle et une variance constante. j représente les différentes composantes des dépenses de consommation finale des ménages. Les taxes représentent la TVA ou l’IUTS.

**III.3 La description des variables**

* **Dépenses de consommation finale des ménages**

$C\_{t} $ représente les dépenses de consommation finale des ménages. Cette variable représente notre variable dépendante et est mesurée en pourcentage du produit intérieur brut par habitant. Elle représente les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les biens et services correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même si certains biens sont considérés comme durables comme les voitures, meubles etc. Dans la littérature, plusieurs auteurs ont utilisé cet indicateur. En effet, Alexander et Gelardi, (2012) ont montré que la consommation finale des ménages comprend les coûts supportés par les ménages des résidents, sur la consommation individuelle, y compris les biens et services vendus à des prix non rentables. Ajibola et olowolaju (2017) soutiennent que la consommation finale des ménages est la composante du revenu des ménages utilisée pour financer l’achat de plusieurs services, biens et autres besoins essentiels afin de subvenir aux besoins du ménage.

$C\_{t-1}$ représente les dépenses de consommation finale des ménages à l’année t-1. L’introduction de la variable retardée consiste à montrer l’influence des habitudes acquises dans le passé sur le comportement de consommation actuelle. En effet, les consommateurs peuvent réagir à des changements dans leur environnement économique en ajustant progressivement leurs habitudes de consommation. L'introduction d’une variable retardée permet de modéliser ces ajustements de comportement au fil du temps. Bodart et al (2008) ont utilisé cet indicateur et trouvent que l’introduction de la variable retardée a un effet positif sur les dépenses de consommations des ménages de l’année en cours.

* **La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Cette variable représente une de nos variables d’intérêts et est mesurée par le taux effectif de la TVA[[6]](#footnote-6). Ce taux effectif de la TVA est calculé en divisant les recettes de cette taxe par les dépenses de consommation finale des ménages. Il s’agit d’un impôt indirect, payé par les consommateurs mais collecté par les entreprises à chaque étape de la production et de la distribution. La TVA, en tant que taxe sur la consommation, est souvent répercutée sur les prix des biens et services, affectant ainsi le pouvoir d’achat des ménages. Alm et El-Ganainy (2012) soulignent que le taux effectif est un meilleur indicateur de la TVA que le taux légal, car il reflète mieux son impact intertemporel sur la consommation. Une hausse de la TVA tend ainsi à réduire les dépenses des ménages. Nous nous attendons à un signe négatif.

* **L’impôt Unique sur les traitements et salaires (IUTS)**

L’IUTS est un impôt qui fait partie de l’ensemble de l’impôt sur le revenu. Il représente une de nos variables d’intérêts et est mesuré ici par le taux effectif de l’impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS). Ce taux est calculé en faisant le rapport entre les recettes de l’IUTS et les dépenses de consommation finale des ménages. L’IUTS est un prélèvement fiscal opéré au profit du budget de l'Etat sur les traitements et salaires applicables à l'ensemble des traitements publics ou privés, indemnités, émoluments et salaires de toute nature perçus au cours de la même année, y compris les avantages en nature, à l'exception des avantages en nature supportés par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial. La plupart des auteurs utilisent l’impôt sur le revenu des personnes physiques sans distinction des éléments qui le composent. Idris et Sébastine (2023) trouvent dans leur recherche que l’impôt sur le revenu a un effet négatif sur les dépenses de consommation des ménages. Le signe attendu est négatif.

* **Le revenu**

REV qui représente le revenu disponible, estime les revenus des activités, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d’autres ménages, les prestations sociales. Dans la littérature économique, deux (02) arguments ont été mis en évidence sur la relation entre consommation et revenu. D’une part, la théorie de cycle de vie de Modigliani et Ando (1963) où le ménage n’est plus contraint par le revenu disponible, la consommation ne dépend plus du revenu courant mais des revenus anticipés. D’autre part, si les ménages sont ricardiens, le revenu courant ne suffit donc pas à expliquer la consommation. Nous nous attendons à un signe positif.

* **L’inflation**

INF qui représente le taux d’inflation mesure le taux d’augmentation des prix sur une période donnée. L’inflation est mesurée par l’indice des prix à la consommation (IPC). Dans la littérature, l’inflation est une mesure de l’incertitude macroéconomique. Ainsi, les travaux de Katona (1975) ont mis en évidence le sentiment d’incertitude et de pessimisme quant aux perspectives futures, provoqué par l’inflation qui entraîne une hausse de l’épargne. Selon Howard (1978), l’inflation a deux (02) effets contraires sur la consommation. D’une part, elle encourage la détention d’actifs réels que des actifs ayant une valeur nominale fixe. Cela se traduit par une hausse de la dépense en biens de consommation durables et d’autre part, l’inflation entraîne une augmentation de la variance du revenu réel espéré, ce qui encourage l’épargne au détriment de la consommation. Ajibola et Olowolaju (2017), Sani et Sani (2020) dans leurs études concluent que le taux d'inflation a un effet négatif sur la consommation au Nigéria. Le signe attendu est négatif.

* **Le taux de chômage**

CHM représente le taux de chômage. Ce taux de chômage représente la situation de la main d’œuvre disponible à travailler qui est à la recherche d’un emploi mais ne réussit pas à en trouver. La théorie économique explique que le taux de chômage doit être pris en compte pour comprendre le comportement d’épargne des ménages. En effet, plus le taux de chômage augmente, plus la probabilité des individus d’être au chômage s’accroît et, conditionnellement au revenu courant, augmente la variance des revenus au niveau individuel. De ce fait, Catte et al (2004) a utilisé cet indicateur en Espagne et trouve que le taux de chômage a un effet négatif sur la consommation. L’effet négatif est attendu.

* **Le taux d'intérêt**

TI représente le taux d’intérêt créditeur. Ce taux d’intérêt réel correspond au coût de l’emprunt ou encore au rendement des placements dans un pays pour une année. Dans la théorie, Selon Fisher (1930) l’effet du taux d’intérêt sur la consommation des ménages est ambigu. En supposant que les décisions d’épargne et de consommation résultent d’une maximisation intertemporelle de l’utilité des agents, qui peut être simplifiée comme leur niveau de consommation, une hausse des taux d’intérêt réels produit deux (02) effets opposés. D’une part, l’effet de substitution intertemporelle tend à encourager l'épargne au détriment de la consommation présente en accroissant le volume de consommation future associée à chaque unité de production du revenu non consommé dans le présent. De plus, la réduction de la valeur actualisée des revenus futurs, autres que les intérêts, tels que les revenus du capital humain tendent à freiner la consommation présente. A l’inverse, un taux d’intérêt élevé permet d’assurer le flux de revenu et de consommation futurs élevés à partir d’un montant plus faible de richesse accumulée. Ainsi, dans l’optique de maintenir leur consommation future, les ménages privilégient la consommation actuelle au détriment de l’épargne. Sani et Sani (2020) concluent dans leur étude que le taux d’intérêt a un effet négatif sur la consommation au Nigéria. L’effet attendu est négatif.

* **La population totale**

Pop représente la population. Une augmentation de la population signifie davantage de consommateurs, ce qui accroît la demande pour divers biens et services. Dans la littérature. Alm et El-Ganainy (2012) trouvent dans leur étude que la population totale ont un effet positif sur la consommation. L’effet positif est attendu.

Tableau 1: Récapitulatif des variables, signe attendu et la source

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Variables | Indicateur | Signe attendu |  source |
| Taxe sur la valeur ajoutée | Taux effectif de la taxe sur la valeur ajoutée | Négatif (-) |  Calcul par l’auteur |
| Impôt unique sur les traitements et salaires | Taux effectif de l’impôt unique sur les traitements et salaires | Négatif (-) |  Calcul par l’auteur |
| Revenu | LogRevenu par tête | Positif (+) |  Calcul par l’auteur |
| Inflation | Taux d’inflation | Négatif (-) | Banque Mondiale (2022) |
| Taux d’intérêt | Taux d’intérêt | Négatif (-) |  OCDE (2021) |
|  Chômage | Taux de chômage | Négatif (-) | Banque Mondiale (2022) |
| Population  | Log Population  | Négatif (+) | Calcul par l’auteur (à partir des données la Banque Mondiale (2022) |

**Source** : Construit par l’auteur à partir de la revue théorique et empirique

**III.4 Méthode d’estimation**

Les méthodes existantes pour analyser l’effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation finale des ménages sont multiples. Cependant, pour avoir les effets sur le long terme, la technique de cointégration peut être utilisée pour détecter les relations de long terme entre la série. Parmi ces méthodes, nous avons la méthode basée sur les résidus développés par Engle et Granger (1987) et celle basée sur les procédures des moindres carrés ordinaires modifiées par Philip etHansen *(*1990). La principale limite avec cette méthode est que toutes les séries ont le même ordre d’intégration. Il est donc adapté au cas bivarié et s’avère ainsi moins efficace pour des cas multivariés (Pesaran et al 1987). Un autre test de cointégration est le test de Johansen et Juselius (1990), qui permet de vérifier plutôt la cointégration sur plus de deux (02) séries et est plus adapté pour les cas multivariés. En revanche, la méthode de Pesaran et al (2001) nommée ARDL (le modèle autorégressif à retards échelonnés) est une méthode qui permet de tester la cointégration. En effet, c’est une méthode qui permet de tester l’existence des relations de long terme dans des échantillons de petite taille. Contrairement à l’approche de Johansen et Juselius (1990), elle permet de les tester entre des variables intégrées d’ordre différent. Les modèles vectoriels à correction d’erreur (VECM) sont aussi une des méthodes mais la limite est que toutes les variables doivent être intégrées d’ordre I (1)**.** Enconséquence, le modèle autorégressif à retards échelonné (ARDL) est la méthode la plus appropriée dans cette recherche car nos variables ne sont pas intégrées de même ordre et notre échantillon est de petite taille. C’est une méthode qui combine à la fois les modèles autorégressifs (AR) et des modèles à correction d’erreur (ECM), c’est-à-dire parmi les variables explicatives, on trouve les valeurs passées de la variable à expliquer. Cette méthode est pertinente parce qu’elle permet de modéliser avec des variables indépendantes qui ne sont pas intégrées de même ordre (qui sont à la fois stationnaire et non stationnaire). Ainsi, elle a été utilisée par plusieurs auteurs comme Gidigbi et al (2021) et Adegbite (2023). Également, c’est une méthode qui permet une analyse plus approfondie des dynamiques de court et de long terme dans les relations entre les variables.

**III.5 Données**

Notre ensemble de données comprend les données du Burkina Faso couvrant la période 2003 à 2021. Ces données sont trimestrielles. Les données sur les dépenses de consommations des ménages par habitant, les dépenses de consommations réelles des ménages, l’inflation, la population totale et le taux de chômage sont générées à partir des indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale (WDI) de 2022. En termes de structure des dépenses de consommations des ménages, elles seront regroupées selon cinq (05) groups. Ces données couvrent la période de 2015 à 2021 et sont trimestrialisées. Le groupe 1 représente les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, le groupe 2 regroupe les boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants, le groupe 3 forme le transport, l’information et la communication, le groupe 4 représente la santé et l’éducation et le groupe 5 forme le logement, l’eau, électricité, gaz et autres consommations. Les données des différents groupes sont issues de la base de l’Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) de 2023. Les données sur le taux d’intérêt sont tirées des Perspectives économiques de l’OCDE (2021). Les données sur les différents impôts et taxes proviennent de la base du Ministère de l’Economie et des Finances. Les différents types de taxe et des impôts sont entre autres la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l’impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)**. N**os données commencent en 2003 en raison de la disponibilité des données sur l’IUTS. Dans cette recherche, nous nous intéressons aux deux (02) taxes en ce sens qu’elles ont un effet primordial sur la consommation des ménages et représentent une part très importante dans les recettes du gouvernement. L’impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) est prélevé sur les salaires des individus. Une fois que les impôts sont déduits, les ménages ont un revenu disponible net. Ce revenu disponible est ce qui reste après le paiement des impôts et des autres déductions et il est souvent utilisé par les ménages pour leurs consommations finales. En revanche, la TVA est généralement incorporée dans les prix des biens et services que les ménages achètent. C’est dire que lorsque les ménages effectuent des achats, ils paient un prix qui comprend la TVA. En conséquence, la TVA est une dépense indirecte pour les consommateurs.

De tout ce qui précède, nous avons pu mettre en exergue la méthodologie de recherche ainsi que les différentes données qui nous permettront de mener à bien notre étude. Il convient de procéder à une analyse des résultats.

**IV. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS**

Dans cette section, nous présentons les tests statistiques, les résultats économétriques et les résultats d’estimation.

**IV.1. Statistiques descriptives**

Le tableau 1 présente les statistiques résumées des variables utilisées dans notre recherche. La part des dépenses de consommation finale des ménages par habitant représente en moyenne 6,05%. Le niveau minimum est de l’ordre de 5,91% avec un niveau maximum de 6,13%. Le niveau moyen du taux effectif de la TVA est de 3,52% et celui de l'IUTS est 1,30 %. Le niveau moyen du taux d’intérêt est de l’ordre 3,35%. En revanche, pour l’inflation, il est de l’ordre de 1,87%. Pour un taux de chômage, la valeur moyenne représente 4,07% avec une valeur minimale et maximale respectivement de 2,78% et 5,40%. En ce qui concerne les différentes composantes de la consommation finale des ménages, le niveau moyen des dépenses des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées est de l’ordre de 3,85% par contre celui du tabac, des produits alcoolisés et de stupéfiants représente 0,97%. Pour les dépenses de logement, eau, gaz, électricité, la valeur minimale est de 2,73% et une valeur maximale de 2,77%. Pour les dépenses de santé et d'éducation, la valeur moyenne représente 1,49% avec une valeur minimale de 1,38% et de maximale de 1,62%.

*Tableau 1: Statistiques descriptives*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Variables | Moyenne | Ecart-types | Minimum | Maximum |
| Log Dépenses de consommation finale des ménages (% du PIB par habitant) |  6,050  | 0,0743  | 5,911  | 6,132 |
| Inflation (consommation des prix, %) | 1,878  | 2,384  | -3,233  | 10,659 |
| Taux d’intérêt (%) | 3,353  | 3,176  | -3,825  | 7,578 |
| LogRevenu par habitant | 12,555 | 0,266 | 12,090 | 12,897 |
| Taux effectif de la taxe sur la valeur ajoutée (%) | 3,521  | 1,556  | 0,117  | 5,419 |
| Taux effectif de l’impôt unique sur les traitements des salaires (%) | 1,307  | 0,664635  | 0,139  | 2,777 |
| Log Dépenses en Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (%) | 3,851 | 0,006921 | 3,839 | 3,861 |
| Log Dépenses en Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (%) |  0,974 | 0,078312 |  0,786 | 1,067 |
| Log Dépenses de Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (%) | 2,758 | 0,012566 | 2,734 | 2,779 |
| Log Dépenses en Santé et Éducation (%) | 1,497 | 0,086692 | 1,387 | 1,620 |
| Log Dépenses en Transport, information et communication (%) | 2,241 | 0,044862 | 2,154 | 2,283 |
| Taux de chômage | 4,075 | 0,575813 | 2,780 | 5,403 |
| Log Population, Totale | 16,658 | 0,142389 | 16,453 | 16,988 |

**Source** : Construit par l’auteur à partir des données de WDI (2022), INSD (2023), DGI (2022)

**IV.2 Résultats économétriques**

Les résultats des différents tests sont regroupés dans cette partie. Il s’agit du test de stationnarité, du test de multicolinéarité, du test de cointégration et du test ARDL.

**IV.2.1 Test de racine unitaire**

L’analyse de la stationnarité est devenue de nos jours indispensable dans la pratique économétrique. Ainsi, les travaux empiriques commencent souvent par une analyse de la stationnarité avec l’application de divers tests de racine unitaire dans le but d’éviter des régressions fallacieuses. Il y a deux (02) catégories distinctes de tests utilisés pour évaluer la stationnarité des séries temporelles. D'une part, il y a les tests de stationnarité, tels que le test de stationnarité de Kwiatkowski et al (1992), où l'hypothèse nulle postule que la série est stationnaire. D'autre part, on trouve les tests de racine unitaire, en l’occurrence le test de Dickey et Fuller (1979), le test augmenté de Dickey et Fuller (1981) et le test de Phillips et Perron (1988), où l'hypothèse nulle énonce que la série a été générée par un processus présentant une racine unitaire, indiquant ainsi une non-stationnarité.

Dans le cadre de la présente recherche, nous utilisons le test Dickey-Fuller augmenté qui est une extension du test de Dickey-Fuller incluant des termes d’ordre supérieur pour prendre en compte des tendances plus complexes ainsi que le test de Phillips-Perron. De plus, le test de Dickey-Fuller augmenté ajoute des retards au modèle testé dans le but de contrôler l’autocorrélation contrairement au test de Dickey-Fuller standard. Le choix du test de Phillip-Perron dans cette recherche s’explique par plusieurs raisons : D’abord, le test de Phillip-Perron a étendu la procédure de Dickey-Fuller en prenant en compte la possibilité de rupture de tendance dans les séries. Ce test suit la même procédure que celle du test ADF. Ensuite, le test de Perron est moins sensible aux variations de la variance dans les données, ce qui le rend adapté pour des séries temporelles qui présentent des comportements non uniformes. Enfin, ce test tient également compte des éventuelles corrélations dans les erreurs de la série temporelle, ce qui peut améliorer la validité des résultats.

Si la probabilité est inférieure à 10 %, alors on rejette H0, et nous concluons que la variable est stationnaire à 10%. On applique le même raisonnement pour les probabilités de 5% et 1%.

Après les différents tests de stationnarités, les tests ADF ont démontré que le logarithme de la consommation finale des ménages par habitant, le logarithme du revenu par tête, l’inflation, le taux de chômage et le taux effectif de la TVA, le logarithme de la population active, le logarithme des dépenses liées aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées, le logarithme des dépenses rapportées aux logements, l’eau, l’électricité, gaz ainsi que le logarithme des dépenses liées aux transports, l’information et la communication sont stationnaires en différence première I(1). Cependant, le taux effectif de l’IUTS, et le taux d’intérêt sont stationnaires en niveau I (0). Par contre le test de PP montre que le logarithme de la consommation finale des ménages par habitant, le taux de chômage et le taux effectif de la TVA et de l’IUTS, le logarithme des dépenses liées aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées, le logarithme des dépenses rapportées aux logements, l’eau, l’électricité, gaz ainsi que le logarithme des dépenses liées à la santé et l’éducation sont stationnaires en première différence I(1) tandis que le logarithme de l’indice du prix à la consommation, le logarithme de la population totale, le taux d’intérêt et l’inflation ainsi que le logarithme des dépenses liées aux transports, l’information et la communication sont stationnaires en niveau I(0). Par conséquent, les résultats révèlent que les séries présentent différents niveaux d’intégration, avec certaines variables qui sont stationnaires en niveau et d’autres le sont après avoir été différenciées. Comme mentionné plus haut, l’approche ARDL permet d’estimer le vecteur de cointégration à la fois I (1) et I (0). Des tests supplémentaires ont été réalisés pour détecter la présence de cointégration entre les variables. Les résultats sont consignés dans le tableau 2.

*Tableau 2 : Test de stationnarité*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Variables | Dickey-Fuller augmenté (ADF) | Phillips-Perron (PP) |
| A niveau | Différence première | A niveau | Différence première |
| Log (Dépenses de consommation finale des ménages) | -1,396818(0,5792) | -3,149839\*\*(0,0274) | -1,831304(0,3627) | -3,347791\*\*(0,0163) |
| Log (revenu par tête) | -0, 281626(0,8212) | -2,8448975\*(0,0572) | -0,575143(0,8689) | -3,726160\*\*(0,0056) |
| Inflation | -1,666582(0,4431) | -2,862342\*(0,0556) | -2,872336\*(0,0536) | -4,155010\*\*(0,0015) |
| Taux d’intérêt | -2,644819\*(0,0889) | -8,324988\*\* (0,0000) | -2,896569\*(0,0507) | -8,324988\*\*\*(0,0000) |
| Taux de chômage | -1,12538(0,7012) | -10,77566\*\*(0,0001) | -1,425651(0,5649) | -10,83873\*\*(0,0001) |
| Taux effectif de la taxe sur la valeur ajoutée | -1,862488(0,3479) | -8,344095\*\*\*(0,0000) | -1,853826 (0,3519) | -8,345463\*\*\*(0,0000) |
| Taux effectif de l’impôt unique et traitements des salaires | -0,176303 (0,9358) \*\* | -8,661417\*\*\* (0,0000) | 0,014396(0,9563) | -8,676303\*\*\* (0,0522) |
| Log(Produits alimentaires et boissons non alcoolisées) | -0,893(0,1907) | -2,572\*\*(0,0091) | 0,270972(0,7562) | -1,947470\*(0,0509) |
| Log Population totale | -1,459056(0,5482 | -13,999\*\*(0,0001) | -2,595494\*(0,0988) |  |
| Log(Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants) | -1,377\*(0,0911) | -2,529\*\*(0,0100)  | -0,335194(0,5537) | -2,470940\*\*(0,0160) |
| Log(Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles) | -0,934 (0,1801) | -2,565 \*\*(0,0092) | -1,720128(0,7106) | -4,52999\*\*(0,0083) |
| Log(Santé et Education) | -0,588 (0,2813) | -2,185\*\*(0,0205) | -1,422941(0,8274) | -2,21900\*\*(0,0284) |
| Log(Transport, information et communication) | -1,330549(0,1644) | -2,945907\*\*(0,0010) | -2,011951\*\*(0,0444) | -1,437529(0,1367) |

NB : \*\*\*Stationnaire à 1%, \*\*Stationnaire à 5%, \*Stationnaire à 10%, les valeurs entre les parenthèses représentent les P-values, I (0), I (1) indiquent respectivement que la variable est stationnaire à niveau ou intégré d’ordre 1,

 **Source** : Construit par l’auteur à partir des données de WDI (2022), INSD (2023), DGI (2022)

**IV.2.2 Test de multicolinéarité**

La multicolinéarité désigne le fait qu’une des variables explicatives d’un modèle est une combinaison linéaire d’une ou plusieurs autres variables explicatives introduites dans le même modèle. Sa présence cause donc un problème lors des estimations des différents modèles et conduit à des estimations peu fiables et instables des coefficients de régression. Dans la littérature, il existe plusieurs mesures de la multicolinéarité. De ce fait, la matrice de colinéarité permet de tester la multicolinéarité entre les différentes variables où selon Field (2005), si dans la matrice de corrélation, au moins deux (02) variables ont des coefficients de corrélation qui excèdent 0,8 alors il y a présomption de multicolinéarité. Également, l’approche la plus classique consiste à examiner les facteurs d’inflation de la variance (VIF). Pour Allison (2012), il est appelé facteurs d’inflation de variance car il estime à quel point la variance d’un coefficient est gonflée en raison de la dépendance linéaire avec d’autres prédicteurs. Dans ce sens, Miles (2005) prévoit que la valeur de VIF ne doit pas être supérieure à 10. Les résultats de la matrice de corrélation sont consignés dans le tableau 3. A partir du tableau, nous pouvons conclure que les coefficients de toutes les variables sont inférieurs à 0,8 sauf le coefficient de la relation entre le taux effectif de la TVA et le taux effectif de l’IUTS. En conséquence, ces variables seront estimées séparément.

*Tableau 3 : Matrice de corrélation*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| 1.Consommation finale des ménages | 1,00 | 0,73 | 0,76 | -0,39 | 0,34 | 0,77 | 0,73 | 0,75 |
| 2.Taux effectif de l’IUTS | 0,73 | 1,00 | 0,91\* | -0,38 | -0,02 | 0,78 | 0,78 | 0,73 |
| 3.Taux effectif de la TVA | 0,76 | 0,91\* | 1,00 | -0,32 | -0,13 | 0,65 | 0,60 | 0,78 |
| 4.Inflation | -0,39 | -0,38 | -0,32 | 1,00 | 0,32 | -0,37 | -0,33 | -0,40 |
| 5.Taux d’intérêt | 0,34 | -0,02 | -0,13 | -0,32 | 1,00 | 0,36 | 0,26 | 0,21 |
| 6.Taux de chômage | 0,77 | 0,78 | 0,65 | -0,37 | 0,36 | 1,00 | 0,76 | 0,66 |
| 7.Population totale | 0,73 | 0,78 | 0,60 | -0,33 | 0,26 | 0,76 | 1,00 | 0,69 |
| 8. Revenu | 0,75 | 0,73 | 0,78 | -0,40 | 0,21 | 0,66 | 0,69 | 1,00 |

Source : Construit par l’auteur à partir des données WDI (2022), DGI (2023)

**IV.2.3 Test de cointégration**

Le test de cointégration est une technique statistique utilisée en économétrie pour analyser les relations à long terme entre des séries temporelles. L'hypothèse fondamentale de ce test est qu'il examine si une combinaison linéaire des séries temporelles individuelles est stationnaire. Si une telle combinaison existe, cela suggère qu'il y a une relation à long terme entre les séries temporelles individuelles, même si elles peuvent fluctuer de manière indépendante à court terme. Parmi les différents tests de cointégration, nous avons le test de cointégration de Johansen (1988,1991), le test de Pesaran et al (2001) ou le test de cointégration aux bornes (test de cointégration de Bounds). L’approche de test aux bornes ou le test de Pesaran et al (2001) a été utilisée pour déterminer la présence de cointégration entre les séries dans cette recherche car les séries ne sont pas intégrées de même ordre. Ce test est basé sur le F-statistiques communes avec une hypothèse nulle d’absence de cointégration. Le principe de ce test repose sur la comparaison de la valeur statistique avec la bonde inférieure et de la bonde supérieure pour les différents seuils de significativité.

Si la statistique F calculée est supérieure à la valeur critique supérieure, on rejette l’hypothèse nulle d’absence de cointégration. En revanche, si la statistique F est inférieure à la valeur inférieure critique, on accepte l’hypothèse nulle. Toutefois, si la statistique F se situe entre les valeurs bornes, le résultat est peu concluant.

Les résultats du test de cointégration dans les deux (2) modèles confirment l’existence d’une relation de cointégration entre les séries car les valeurs de F-statistiques des deux modèles qui sont respectivement 4,888485 et 7,419998 sont supérieures à la valeur de bonde supérieur pour tout seuil conventionnelle (1%, 5% et 10%). Par conséquent, on rejette l’hypothèse nulle d’absence de cointégration. Nous concluons alors à l’existence de la cointégration entre les variables dans les 2 modèles. Cependant, cela donne la possibilité d’estimer les effets de court et de long terme. Les résultats du tableau sont consignés dans le tableau 4.

*Tableau : Test de cointégration aux bornes de Pesaran et al (2001)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Modèle | F-Statistiques | Seuil de significativité | Limites des valeurs critiques |
| Bonde inférieur I (0) | Bonde supérieur I (1) |
| Modèle1 |  4,888485 |  10% 5% 1% |  1,99 2,27 2,88 |  2,94 3,28 3,99 |
| Modèle2 |  7,419998 |  10% 5% 1% |  1,99 2,27 2,88 |  2,94 3,28 3,99 |

Source: Construit par l’auteur.

Les résultats du test de cointégration dans les deux (2) modèles confirment l’existence d’une relation de cointégration entre les séries car les valeurs de F-statistiques des deux modèles qui sont respectivement 4,888485 et 7,419998 sont supérieures à la valeur de bonde supérieur pour tout seuil conventionnelle (1%, 5% et 10%). Par conséquent, on rejette l’hypothèse nulle d’absence de cointégration. Nous concluons alors à l’existence de la cointégration entre les variables dans les 2 modèles. Cependant, cela donne la possibilité d’estimer les effets de court et de long terme.

**IV.3. Présentations et interprétation des résultats d’estimation**

Cette sous-section consiste à présenter les résultats de nos estimations suivi des interprétations économétriques et discussions.

**IV.3.1 Présentations des résultats**

Cette section présente les résultats de nos estimations. Le tableau 5 expose les résultats de nos estimations de court terme. La relation à court terme se réfère à la dynamique immédiate entre les variables dans le modèle. La colonne 1 montre les résultats de l’estimation de l’effet de l’IUTS sur les dépenses de consommation finale des ménages tandis que la colonne 2 met en évidence les estimations sur l’effet de la TVA sur ces dépenses.

*Tableau 5 : Résultats d’estimation de la relation de court terme*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Variables | Modèle 1 | Modèle 2 |
| D(Log consommation finale (-1)) | 0,391616\*\*\*(0,082877) | 0,309969\*\*(0,119242) |
| D(taux effectif de l’IUTS) | -0,018940\*\*\*(0,003465) |  |
| D(taux effectif de l’IUTS(-1)) | -0,022600\*\*\*(0,004180) |  |
| D(Inflation) | 0,003120\*\*\*(0,000457) | 0,000229(0,000410) |
| DInflation (-1)) |  -0,001451\*\*(0,000531) |  |
| D(taux effectif de la TVA) |  | -0,001531\*\*(0,000889) |
| D(taux effectif de la TVA(-1)) |  | 0,002021(0,001253) |
| D(Taux d’intérêt) |  | -0,000315(0,000194) |
| D(Taux d’intérêt(-1)) |  | 0,001219\*\*(0,000272) |
| D(Log taux de chômage) | -0,003266\*(0,001852) | -0,005647\*\*(0,001966) |
| D(Log taux de chômage(-1)) | -0,004366\*\*(0,001950) | 0,001985(0,002018) |
| D(Log revenu par tête) | 0,013113\*\*(0,006340) | 0,010612(0,006675) |
| D(Log revenu par tête (-1)) | -0,001188(0,006296) | -0,018197\*\*(0,005978) |
| D(LogPopTotale) | 0,000258\*(0,004444) | 0,004163(0,004458) |
| D(Log PopTotale(-1)) | -0,043126\*\*\*(0,009655) | 0,052646\*\*\*(0,008417) |
| CointEq (-1)\* |  -0,113120\*\*\*(0,016430) | -0,054022\*\*\*(0,006401) |

**NB :** Les erreurs standards sont entre parenthèses, \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%

Source : Auteur, à partir des estimations du logiciel Eviews12.

Les résultats des coefficients dynamiques à court terme associés aux relations à long terme obtenus à partir de l’équation ECM sont consignés dans le tableau 5. Cependant, le coefficient du terme d’erreur ou force de rappel (CointEq (-1)) estimé est négatif et significatif à risque de 5% dans les deux (02) modèles. Cela montre l’existence d’un mécanisme d’ajustement à long terme. Les résultats confirment que les dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso ont un mécanisme automatique qui réagit aux déviations de manière équilibrée. Les valeurs estimées dans les deux (02) modèles respectivement (-0,113120) et (-0,054022) pour les coefficients ECM suggèrent une stratégie d’ajustement rapide d’environ 11,31 % et 5 ,40%. Pour le premier modèle, cela signifie qu’environ 11, 31% de l’écart de l’année précédente est ajusté pour l’année en cours, c’est-à-dire qu’environ 11,31% des déséquilibres du choc de l’année précédente convergent vers l’équilibre à long terme de l’année en cours. Ces résultats révèlent donc une relation de court terme entre les dépenses de consommation finale des ménages et les différentes variables explicatives.

Après les résultats de court terme, les résultats de long terme sont résumés dans le tableau 6 ci-dessous.

*Tableau 6 : Resultats d’estimation de la relation de long terme*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Modèles | Modèle 1 | Modèle 2 |
| Taux effectif de l’IUTS | -0,002362(0,021206) |  |
| Taux effectif de la TVA |  | -0,108268\*(0,062239) |
| Inflation | 0,018113\*\*(0,005475) | -0,011716(0,008016) |
| Taux d’intérêt | -0,000683(0,002186) | -0,030230(0,018484) |
| Taux de chômage | -0,009826(0,036279) | -0,221965\*(0,117630) |
| Log (revenu par tête) | 0,114903\*\*(0,027860) | 0,614533\*\*(0,269840) |
| LogPopulation, Totale | 0,566301\*\*(0,191635) | 1,179902\*\*(0,500520) |
| C | 4,771620(3,107114) | -19,80909\*(10,60571) |
|  |  |  |
|  |

**NB :** Les erreurs standards sont entre parenthèses, \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%

**Source :** Auteur, à partir des estimations du logiciel Eviews12.

Les tests suivants illustrent les effets de la structure fiscale sur les diverses composantes des dépenses de consommation finale des ménages structurées. La première colonne concerne les dépenses relatives aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées. La deuxième colonne porte sur les dépenses liées aux boissons alcoolisées, aux tabacs et aux stupéfiants. Les dépenses engagées pour le logement, l’eau, l’électricité, le gaz et autres combustibles sont enregistrées dans la troisième colonne. Les services d'éducation et de santé sont consignés dans la quatrième colonne tandis que les dépenses relatives au transport, à l’information et à la communication sont répertoriées dans la cinquième colonne. Les résultats consignés dans le tableau 7 sont les résultats de l’effet de la TVA et sur les composantes des dépenses de la consommation finale des ménages respectivement à court terme.

*Tableau 7: Résultat à court terme*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable | Groupe 1 | Groupe 2 | Groupe 3 | Groupe 4 | Groupe 5 |
| D(taux effectif de la TVA) | 0,001599\*\*(0,000419) | 0,173334\*\*(0,035188) | 0,003226\*\*(0,001157) | -0,041743\*\*(0,010268) | -0,004082\*\*(0,000298) |
| D(Inflation) | 0,000467\*\*(0,000158) | -0,055048\*\*(0,011396) | 0,001751\*\*(0,000446) | -0,005561(0,003001) | -0,000098(0,0000718) |
| D(Taux d’intérêt) | 0,00009\*(0,000043) | -0,022859\*\*(0,004792) | -0,000159(0,000124) | -0,007128\*\*(0,001527) |  -0,000109\*\*(0,000034) |
| D(Taux de chômage) | -0,000468(0,002606) | -0,430752\*\*(0,081690) | -0,050618\*\*\*(0,001728) | -0,127872\*(0,059798) | 0,009563\*\*(0,001018) |
| CointEq (-1)\* | -0,331173\*\*\*(0,037380) | -0,717120\*\*(0,119743) | -0,105210\*\*\*(0,003238) | -0,432567\*\*\*(0,021082) | -0,308224\*\*\*(0,016616) |

**NB :** Les erreurs standards sont entre parenthèses, \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%

**Source :** Construit par l’auteur

Les résultats consignés dans le tableau 8 sont les résultats de l’effet de la TVA et sur les composantes des dépenses de la consommation finale des ménages respectivement à long terme.

*Tableau 8: Résultat à long terme*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable | Groupe 1 | Groupe 2 | Groupe 3 | Groupe 4 | Groupe 5 |
| Taux effectif de la TVA | 0,039309\*\*(0,004741) | -0,056660(0,104537) | -0,013024(0,019698) | -0,226186\*\*(0,064990) | 0,009690(0,017910) |
| Inflation | 0,006013\*\*(0,001032) | 0,017839(0,011109) | 0,027555\*\*(0,011043) | -0,025676\*\*(0,007127) | -0,004757\*\*(0,004757) |
| Taux d’intérêt | -0,002617\*\*(0,000889) | -0,059959\*\*(0,017571) | -0,006959\*\*(0,002557) | 0,017670(0,017657) | 0,006226\*\*(0,001460) |
| Taux de chômage | -0,073995\*\*(0,015589) | 0,025385(0,125970) | -0,508789\*\*(0,165614) | 1,323360\*\*(0,236536) | 0,030765\*\*(0,008794) |
| C | 4,027607\*\*\*(0,056043) | 1,350021\*\*(0,484596) | 4,672121\*\*(0,810177) | -3,733525\*\*(1,204991) | 2,538007\*\*\*(0,0613159) |

**NB** : Les erreurs standards sont entre parenthèses, \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%

**Source** : Construit par l’auteur

Les résultats consignés dans le tableau 9 sont les résultats de l’effet de l’IUTS sur les composantes des dépenses de la consommation finale des ménages respectivement à court terme.

*Tableau 9: Résultat de court terme*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Variable | Groupe 1 | Groupe 2 | Groupe 3 | Groupe 4 | Groupe 5 |
| D(taux effectif de l’IUTS) | -0,001699(0,001073) | -0,304641\*\*(0,78703) | -0,004634\*\*(0,001422) | -0,032347\*\*(0,010428) | 0,002636\*(0,001196) |
| D(Inflation) | -0,001861\*\*(0,000353) | -0,050426\*\*(0,015003) | 0,002646\*\*(0,000392) | -0,007683\*\*(0,002686) | -0,001727\*\*(0,000297) |
| D(Taux d’intérêt) | -0,00573\*\*(0,00009) | 0,065939\*\*(0,017094) | 0,002627\*\*(0,000325) | -0,002075\*(0,000995) | -0,002759\*\*\*(0,000134) |
| D(Taux de chômage) | 0,043154\*\*(0,009170) | 5,686653\*\*(1,452008) | 0,099278\*\*(0,017730) | 0,162412\*\*(0,040588) | -0,122873\*\*\*(0,006239) |
| CointEq (-1)\* | -0,040516\*\*(0,004254) | -0,887537\*\*(0,235517) | -0,610147\*\*(0,060125) | -0,086030\*\*\*(0,003715) | -0,594125\*\*\*(0,031871) |

**NB :** Les erreurs standards sont entre parenthèses, \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%

**Source :** Construit par l’auteur

Les résultats consignés dans le tableau 10 sont les résultats de l’effet de l’IUTS sur les composantes des dépenses de la consommation finale des ménages respectivement à long terme.

*Tableau 10: Résultat de long terme*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Variable** | **Groupe 1** | **Groupe 2** | **Groupe 3** | **Groupe 4** | **Groupe 5** |
| **Taux effectif de l’IUTS** | -0,126247(0,986862) | -0,385534\*\*(0,119125) | -0,020258\*\*(0,005262) | 0,025184(0,314133) | -0,004588(0,004136) |
| **Inflation** | -0,011203(0,074800) | -0,008282(0,013303) | 0,015302\*\*(0,001357) | -0,047343(0,044968) | -0,005140\*\*(0,000593) |
| **Taux d’intérêt** | -0,027245(0,986862) | 0,065177(0,003013) | 0, 000085(0,001406) | 0,143685(0,138297) | 0,002070(0,001133) |
| **Taux de chômage** | 0,171281(1,305436) | 0,010414(0,294810) | -0,331462\*\*(0,033143) | 3,345012(2,190130) | 0,076942\*\*(0,019513) |
| **C** | 3,422180(3,476604) | 1,222991(1,185926) | 3,820074\*\*\*(0,143477) | -14,91676(10,77369) | 2,398584\*\*\*(0,082255) |

**NB :** Les erreurs standards sont entre parenthèses, \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%

**IV.3.2 Interprétation économétrique**

Cette section expose les interprétations économétriques de nos différents coefficients sur les deux (02) modèles ainsi que les modèles des différentes composantes de la consommation finale des ménages. Nous faisons l’hypothèse que toutes choses étant égales par ailleurs.

Les résultats de l’effet de l’IUTS et de la TVA sur les dépenses de consommation finale des ménages à court terme et long terme sont consignés dans **le tableau 5 et 6**. Les résultats indiquent que l’IUTS a un effet négatif sur les dépenses de consommation finale des ménages au seuil de 5% à court terme. Ce qui signifie qu’il réduit les dépenses de consommation finale des ménages. De ce fait, une augmentation de l’IUTS de 1% entraîne une diminution des dépenses de consommation finale des ménages de 0,018 point de pourcentage de à court terme. Nos résultats sont conformes aux résultats de Idris et Sébastine (2023). Cependant au Burkina, certains ménages ajustent leurs dépenses en réduisant leur consommation de biens et services. En revanche à long terme, l’augmentation de l’IUTS n’a pas d’effet sur les dépenses de consommation finale des ménages. Ce qui signifie que les ménages font un lissage de leur consommation dans le temps.

Concernant la TVA, les résultats indiquent que la TVA a un effet négatif sur les dépenses de consommation finale au seuil de 5% à court terme et à long terme. Cela montre qu’une augmentation de 1% de la TVA entraîne une diminution des dépenses de consommation finale des ménages de 0,0015 à court terme mais l’effet est encore plus prononcé à 0,108 point de pourcentage.

Certaines variables de contrôles affectent également les dépenses de consommation finales des ménages. A court terme, le taux de chômage réduit les dépenses de consommation finale des ménages, cela montre que lorsque le taux de chômage augmente de 1%, les dépenses de consommation des ménages diminuent de 0,003 point de pourcentage. Quant aux revenus ainsi que la population, l’augmentation du revenu tout comme l’augmentation de la population d’un point de pourcentage augmentent le niveau des dépenses de la consommation finale des ménages respectivement de 0,61 et 1,17 point de pourcentage à long terme. En effet, l’augmentation du revenu, les habitudes de consommation évoluent. En effet, les ménages peuvent se permettre de diversifier leurs achats, passant de produits de base à des produits plus variés et linéaires, ce qui augmente globalement les dépenses de consommation. De plus, les dépenses des ménages de l’année précédente ont un effet positif sur celles de l’année en cours. Cependant, lorsque les dépenses de consommation finale de l’année précédente augmentent d’1 point de pourcentage, les dépenses de consommation finale des ménages de l’année en cours de 0,39 point de pourcentage. Ces résultats corroborent aux travaux de Bodart et al(2008). Ce qui révèle une continuité dans le comportement des consommateurs.

En outre, étant donné l’importance des différents types de dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso, nous avons dissocié ces dépenses en cinq (5) groupes.

Cependant les résultats de l’effet de la TVA sur ces différents types de dépenses indiquent qu’à court terme, elle a un effet positif sur les groupes 1, 2 et 3. Cela implique qu’une augmentation de 1% la TVA entraîne une augmentation des dépenses liées à ces domaines respectivement à 0,015 ; 0,17 et 0, 003 point de pourcentage. Par contre, sur les dépenses portées sur les groupes 4 et 5, l’augmentation de la TVA entraine une diminution des dépenses de consommation finale des ménages dans ces domaines. Cela montre qu’une augmentation de 1%de la TVA entraine une diminutiondes dépenses liées à l’éducation et la santé de 0, 041 point de pourcentage et de 0,004 point de pourcentage des dépenses portées sur le logement, l’eau, l’électricité (Tableau 7). A long terme, l’augmentation de la TVA entraine toujours une augmentation du groupe 1 et une diminution des dépenses du groupe 4 mais elle n’a pas d’effet sur les groupes 2,3, et 5 (**Tableau 8).**

Concernant, l’effet de l’IUTS sur les différents types de dépenses de consommation finale des ménages, les résultats indiquent qu’à court terme, l’IUTS a une influence positive sur les dépenses rapportées aux logement, l’eau, l’électricité, le gaz et autres combustibles pour le groupe 5. Cela implique qu’une augmentation de 1% de l’IUTS entraîne une augmentation de ces dépenses de 0,0026 point de pourcentage à court terme. Mais, cet effet est négatif pour les groupes 3 en ce qui concerne les dépenses liées transports, communications et informations. Il en est de même pour le groupe 4 en ce qui concerne les dépenses en santé et en éducation**.** Ce qui implique qu’une augmentation de 1% de l’IUTS entraine une baisse de ces dépenses respectivement de ces dépenses de 0,0046 et 0,032 point de pourcentage **(Tableau 9)**. En revanche, à long terme, l’IUTS influence négativement le groupe 2 et 3. Cela signifie qu’une augmentation de 1% de cet impôt entraîne une baisse des dépenses liées aux tabacs, boissons alcoolisées et stupéfiants de 0,47 point de pourcentage ainsi que les dépenses sur les transports, l’information et la communication de 0,02 point de pourcentage. Contrairement à ces domaines de dépenses de consommation, l’IUTS n’a pas d’effet sur les groupes 1, 4 et 5**. (Tableau 10).**

**V. Discussion des résultats**

Dans cette partie, nous discutons les résultats de nos estimations sur l’effet de la TVA et l’IUTS sur les composantes des dépenses de consommation finale des ménages.

A l’issu des résultats, à court terme, une augmentation de la TVA entraine une augmentation des dépenses liées aux produits alimentaires, boissons non alcoolisées, les dépenses rapportées au tabacs, boissons alcoolisées et stupéfiants et les dépenses sur les transports, communications et informations. En revanche, on observe une diminution des dépenses liées à l’éducation et la santé et les dépenses sur le logement, l’eau, l’électricité. A long terme, la TVA a toujours un effet positif sur le groupe 1 et négatif sur le groupe 4 mais pas d’effet sur le groupe 2,3,5. Ces résultats corroborent aux travaux de Tochukwu et al (2015). Ce résultat pourrait s’expliquer par le fait que le Burkina Faso dépend en partie des importations pour ses produits alimentaires et d’autres produits de base. Si la TVA touche les produits importés cela augmente directement leur prix. Etant donné la forte dépendance à l’égard de ces importations pour l’alimentation quotidienne, l’augmentation de la TVA a un effet immédiat sur les prix à la consommation. Et même si les prix augmentent en raison de l’augmentation de l’augmentation de la TVA, les consommateurs continueront à acheter ces produits pour se nourrir et nourrir leur famille, ce qui maintiendra les dépenses élevées dans ce domaine. De plus, les consommateurs ne peuvent pas facilement substituer ces produits par d’autres options moins taxées, ce qui les rend plus enclins à continuer à acheter ces produits. En effet, selon l’INSD (2021), l’enquête harmonisé sur les Conditions de Vie des Ménages de 2021 révèle qu’au Burkina Faso, les biens alimentaires et les boissons non alcoolisées ont constitué les besoins prioritaires des ménages au niveau de leur panier de consommation. Les ménages ont investi près de 43,5% de leurs dépenses annuelles. Par la suite, les dépenses rapportées aux logements, l’eau, l’électricité, gaz représentent 18,2% de leurs dépenses. En revanche, ils dépensent faiblement pour leur dépenses de santé (4,6%) et leur éducation (1,5%).

L’effet négatif de la TVA sur les groupes 4 et 5 s’expliquent par le fait qu’au Burkina Faso, contrairement aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées, les services publics comme l’eau, le gaz et l’électricité sont sensibles aux fluctuations de prix. De ce fait, les consommateurs réduisent leur consommation et cherchent des alternatives plus abordables pour compenser l’augmentation du prix résultant de la hausse de la TVA afin de mieux gérer la consommation d’eau et installer des panneaux solaires. De plus, bien que l’éducation et la santé soient des besoins essentiels, l’augmentation des prix à travers la TVA conduit certains ménages à réduire l’utilisation de ces services ou reporter certains soins ou des dépense éducatives.

L’absence d’effet de la TVA sur les dépenses liées au groupes 2,3 et 5 à long terme s’explique par le fait qu’au Burkina Faso, les prix de services de transport et de communication se stabilisent après un certain temps. Une fois que l’effet de la TVA sur les intrants et les services de base a été intégré et que les ajustements ont été effectués, les hausses des prix pourraient se stabiliser. En effet, les entreprises ajustent souvent leurs tarifs en fonction de la demande et de la capacité de paiement des consommateurs. Si les hausses de prix sont trop importantes, elles risquent de réduire la demande pour leurs services. Cela pourrait inciter les entreprises à proposer des alternatives moins coûteuses.

Concernant de l’IUTS, à court terme, l’effet négatif sur les dépenses liées à la santé et l’éducation positif sur les dépenses liées aux transports, la communication et l’effet positif sur les dépenses portées sur le logements, l’eau et l’électricité. Mais il n’a pas d’effet sur les produits alimentaires. Ce résultat pourra s’explique par le fait qu’au Burkina Faso, les dépenses liées aux produits alimentaires et les logements, eau et électricité sont des besoins de base. Les ménages s’attendent à une baisse du pouvoir d’achat en raison de l’augmentation de l’IUTS, cela les amène à réallouer leurs budgets ou réduire leur épargne pour maintenir leurs niveaux de consommation sur certains domaines essentiels pour l’alimentation. Par contre les dépenses liées aux logement, eau et électricité sont considérées des dépenses incompressibles. Le logement est une charge fixe. Ce qui signifie que la diminution du revenu ne conduit pas immédiatement une réduction des dépenses lié à ces secteurs. L’eau et l’électricité étant des besoins essentiels, ne peuvent pas être facilement réduit à court terme. De ce fait, même avec une réduction du revenu net due à l’IUTS, les ménages doivent prioriser ces dépenses. A long terme, l’absence d’effet sur les dépenses rapportées l’alimentation se justifie que les ménages font un lissage de consommation.

**VI. Test de robustesse**

Cette partie consiste à faire des tests supplémentaires pour valider les résultats trouvés.

* **Tests de robustesse du modèle ARDL**

Dans le but de valider nos modèles estimés et les résultats de la relation à court et à long terme, il est indispensable de vérifier un ensemble d’hypothèses, notamment la corrélation des erreurs, l’hétéroscédasticité, la normalité, la spécification et la stabilité des coefficients. En effet, le test de spécification a été développé par le test de Ramsey (1969) qui permet de tester l’omission de variable explicative pertinente ou une mauvaise spécification du modèle. Le test de Breusch-Godfrey (1978) est un outil essentiel dans l'analyse des régressions pour détecter des problèmes d'autocorrélation dans les résidus, ce qui aide à améliorer la robustesse du modèle de prévision et d'inférence. Le test Breusch-Pagan-Godfrey (1979) est utilisé principalement pour détecter l'hétéroscédasticité dans les modèles de régression linéaire. L'hétéroscédasticité se produit lorsque la variance des erreurs n'est pas constante à travers les observations, ce qui peut mener à des estimations inefficaces et des tests statistiques incorrects. Le test de Jarque-Bera (1987) est un test d’hypothèses qui cherche à déterminer si les données suivent une loi normale. Il repose sur deux (02) moments de la distribution : l'asymétrie (Skewness) et la Kurtosis (aplatissement). En plus, la stabilité des coefficients de nos deux (02) modèles est validée à travers les tests de CUSUM et CUSUMSQ proposés par Brown et al. (1975). Ces tests sont effectués sur les résidus des modèles de l’équation des dépenses de consommation finale des ménages. Le test de CUSUM repose sur la somme des résidus et trace la courbe de la somme cumulative des résidus avec des lignes critiques à 5%. Ainsi, les paramètres du modèle sont considérés stables dans la mesure où les traces se situent entre les limites critiques au seuil de 5%. Cette même méthode est appliquée dans le cas du test de CUSUMQ, qui repose sur la somme des carrés des résidus.

Ainsi les différents tests présentés dans le tableau (11) ci-dessous montrent que la probabilité de la statistique pour chaque test est supérieure à 5%. Par conséquent, l’hypothèse nulle est acceptée dans tous ces tests. Dans les deux (02) modèles, les erreurs ne sont pas autocorrélées et sont homoscédastiques au seuil de 5%. Leurs distributions suivent une loi normale et nos deux (02) modèles sont bien spécifiés au seuil de 5%. (Voir l’annexe 8)

*Tableau 11 : Test d’hypothèses des modèle ARDL (2,5,5,4,0,4,5) et ARDL (5,1,4,2,4,4,3)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | Modèle 1 | Modèle 2 |
| Hypothèses vérifiées | Test appliqué |  Statistique (Probabilité) |
| Autocorrélation des erreurs | Breusch-Godfrey |  0 ,322034 (0,7271) |  1,300119 (0,2861) |
| Hétéroscédasticité | Breusch-Pagan-Godfrey |  0,814974 (0,7154) |  0,340871 (0,9980) |
| Normalité | Jarque-Bera |  0,535619 (0,765053) |  2,495546 (0,287144) |
| Spécification | Ramsey |  0,120181 (0,9051) |  0,736744 (0,4658) |

**Sources :** Construit par l’auteur, les probabilités sont entre parenthèses

* **Tests de robustesse selon la variable d’intérêt**

Afin de vérifier la solidité de nos résultats, nous utilisons la Taxe sur la valeur ajoutée en pourcentage du PIB. Les résultats montrent que la TVA a un effet négatif sur les dépenses rapportées aux logements, l’eau et l’électricité et un effet positif aux dépenses liées aux transports, communications et l’information. En revanche à long terme, la TVA n’a pas d’effet dans ces deux domaines. Les résultats sont consignés dans le tableau 12 et 13

Tableau 12 : Résultat à court et long terme

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Variable | Groupe 3 | Groupe 5 |
| A Court terme |  |  |
| D(TVA en % du PIB) | 0,788001\*(0,290794) | -1,050722\*\*(0,413646) |
| D(Inflation) | 0,001606\*\*(0,00040) |  |
| D(Taux d’intérêt) | -0,000699\*\*(0,000153) | 0,000310(0,000228) |
| D(Taux de chômage) | -0,013057(0,021980) | -0,043570(0,031698) |
| CointEq (-1)\* | -0,268116\*\*\*(0,011386) | -0,277857\*\*\*(0,017703) |
| Long terme |  |  |
| TVA en% du PIB | -6,970942(5,293510) | 2,470448(2,516881) |
| Inflation | 0,015051\*\*(0,004128) | -0,005837\*\*(0,001632) |
| Taux d’intérêt | -0,002976(0,003504) | 0,006731\*\*(0,002519) |
| Taux de chômage | -0,288325\*\*(0,073628) | 0,014461(0,036571) |
| C | 3,975089\*\*\*(0,180839) | 2,525280\*\*\*(0,101478) |

**V.** **Conclusion et Implication des politiques économiques**

La politique fiscale est un levier essentiel utilisé par les gouvernements pour mobiliser les ressources financières nécessaires afin d’atteindre divers objectifs économiques et sociaux, tels que la stabilisation économique, la réduction des inégalités, la stimulation de la croissance. Par conséquent, le paiement des impôts est considéré comme un devoir civique pour chaque individu envers le gouvernement et est nécessaire pour financer ses activités et répondre aux besoins de la société. Toutefois, la fiscalité exerce une influence étendue sur l’ensemble de la production et joue un rôle crucial dans les décisions de consommation des ménages, que ce soit directement ou indirectement.

La présente recherche a tenté d’analyser l’effet de la structure fiscale sur les dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso. Il s’agit d’une part d’analyser l’effet de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l’impôt unique sur les traitement et salaires (IUTS) sur les dépenses de consommation finale des ménages dans son ensemble au Burkina Faso et d’autre part, nous avons analysé l’effet de la TVA et l’IUTS sur les composantes des dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso. Ces dépenses de consommation finale sont regroupées en cinq (5) catégories. La première catégorie concerne les dépenses relatives aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées. Le deuxième groupe porte sur les dépenses liées aux boissons alcoolisées, aux tabacs et aux stupéfiants. Les dépenses au transport, à l’information et à la communication engagées sont enregistrées dans le troisième groupe. Les services d'éducation et de santé sont consignés dans le quatrième groupe tandis que les dépenses relatives au logement, l’eau, l’électricité, le gaz et autres combustibles sont répertoriées dans le cinquième groupe.

La recherche s'appuie sur des données trimestrielles couvrant la période de 2003 à 2021 pour analyser l'ensemble des dépenses de consommation finale des ménages au Burkina Faso, et sur des données de 2015 à 2021 concernant les différentes composantes de ces dépenses. L’estimation a été réalisée par le Modèle Autorégressif à Retards Distribués (ARDL).

Nos résultats confirment que l’augmentation d’un IUTS entraîne une diminution des dépenses de consommation finale des ménages à court mais à long terme, il n’a pas d’influence sur ces dépenses, lorsqu’on prend en compte l’ensemble des dépenses de consommation finale des ménages. En revanche, la TVA a un effet négatif sur les dépenses de consommation finale des ménages à court et long terme.

Si nous tenons compte des différentes composantes des dépenses de consommation finale des ménages, il ressort qu’au Burkina Faso, à court terme, l’augmentation de la TVA entraîne une augmentation des dépenses de consommation finale liées aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées ainsi que les dépenses relatives aux boissons alcoolisées, au tabac et aux stupéfiants et les dépenses rapportés aux transports En revanche, cet effet est négatif sur les dépenses liées aux produits des groupes 4 et 5 en l’occurrence les logements, l’eau, l’électricité, le gaz et autres combustibles ainsi que la santé, l’éducation, la communication et l’information.

A long terme, l’augmentation de la TVA entraîne toujours une hausse des dépenses liées aux produits alimentaires et les boissons non alcoolisées et une diminution des dépenses rapportées à l’éducation et la santé. Contrairement à ces dépenses, la TVA n’a pas d’effet sur les dépenses concernant les boissons alcoolisés, tabacs, et les stupéfiants ainsi que les dépenses liées aux transports, communication et l’information, l’eau logement et l’électricité.

En outre, en se basant sur l’IUTS, à court terme, l’augmentation de cet impôt entraîne une diminution des dépenses rapportées aux transports, communications et l’information. Il en est de même pour les dépenses liées aux secteurs de la santé et à l’éducation, Par contre, sur les dépenses relatives aux logement, l’eau et l’électricité, cet effet est positif et sur les produits alimentaires, il y’a pas d’effet. En revanche, l’IUTS n’a pas d’effet sur les dépenses liées au produits alimentaire, la santé et l’éducation mais reste toujours négatif sur les dépenses rapportées aux tabacs et boissons alcoolisées ainsi que celles liées aux transports, communication, et information.

En conclusion, l’impôt unique et traitements sur les salaires a un effet plus ciblé. Il agit sur le revenu donc la structure du budget affectant ainsi les ménages dont les membres perçoivent un salaire. Cela réduit leur revenu disponible mais son effet sur la consommation est plus direct. Tandis que la Taxe sur la valeur ajoutée agit sur les prix donc sur les décisions de consommation influençant le coût de la vie de tous les consommateurs peu importe le niveau de leur revenu. Par conséquent, l’effet de la structure fiscale sur dépend du type d’impôts ainsi que le temps.

A partir de ces résultats, plusieurs implications de politiques économiques peuvent être envisagées. Tout d’abord, le gouvernement pourrait augmenter les salaires minima dans le but d’améliorer le pouvoir d’achat des populations dans les pays à faible revenu. Par ailleurs, une réduction de la pression fiscale sur les ménages, accompagnée d’une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, permettrait de rendre ces biens plus accessibles et de stimuler la consommation

Plusieurs facteurs quantitatifs et qualitatifs influencent la consommation finale des ménages. Notre recherche pourrait être approfondie en analysant l’effet de la position sociale, le type d’activités sur les dépenses de consommation finale des ménages.

**BIBLIOGRAPHIE**

**Adegbite, T. A. (2023)** "Do the Consequence of Taxation Impact Household Consumptions in Nigeria? Absolute Outcome from Autoregressive Distributed Lag (ARDL)". South Asian Journal of Finance, 3(2). https://doi.org/10.4038/sajf.v3i2.65

**Ajibola, J. O., et Olowolaju, P. S. (2017)** "Taxation and Its Influence on Household Consumption; The Nigerian Experience". IIARD International Journal of Economics and Business Management, 3(2).

**Alexander, M., et Gelardi, G. (2012)**" Value Added Tax and Consumer Spending: A Graphical Descriptive Analysis". Asian Journal of Finance & Accounting, 5(1), 1‑20. https://doi.org/10.5296/ajfa.v5i1.2762

**Alm, J., et El-Ganainy, A. (2012)** " Value-added taxation and consumption". International Tax and Public Finance, 20(1), 105‑128. https://doi.org/10.1007/s10797-012-9217-0

**Bodart, V., Lambert, T., Ledent, P., et Scourneau, V. (2008)** " Réductions d’impôts et consommation des ménages en Belgique: Une évaluation de l’impact de la réforme fiscale". In: Regards économiques, 62, 1‑16.

**Brown, R. L., Durbin, J., et Evans, J. M. (1975)**" Techniques for Testing the Constancy of Regression Relationships over Time". Journal of the Royal Statistical Society. Series B (Methodological), 37(2), 149‑192.

**Bumpei (2011)**" The effect of the VAT rate change on aggregate consumption and economic growth" CJEB Working Paper

**Decoster, A., Loughrey, J., O’Donoghue, C., et Verwerft, D. (2009).** "Incidence and Welfare Effects of Indirect Taxes".

**Diamond, J. W., et Zodrow, G. R. (2008)** "Fundamental tax reform: Issues, choices, and implications." MIT Press.

**Dickey, D. A., et Fuller, W. A. (1979)** "Distribution of the Estimators for Autoregressive Time Series With a Unit Root". Journal of the American Statistical Association, 74(366), 427. https://doi.org/10.2307/2286348

**Dickey, D. A., et Fuller, W. A. (1981**)"Likelihood Ratio Statistics for Autoregressive Time Series with a Unit Root". Econometrica, 49(4), 1057. https://doi.org/10.2307/1912517

**Duesenberry, J. S. (1949).** “Income, Saving, and the Theory of Consumer Behavior”. The Review of Economics and Statistics, 33(3), 255. https://doi.org/10.2307/1926590

**Edewusi, D. G., & Ajayi, I. E. (2019)"**The Nexus between Tax Revenue and Economic Growth in Nigeria." International Journal of Applied Economics, Finance and Accounting, 4(2), 45‑55. https://doi.org/10.33094/8.2017.2019.42.45.55

**Engle, R. F., et Granger, C. W. J. (1987)** "Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing". Econometrica, 55(2), 251. https://doi.org/10.2307/1913236

**Field, A. (2005)**"Discovering statistics using SPSS". Book Review, London: Sage.

**Friedman, M. (1957)**" A theory of the consumption function ". Princeton University Press.

**Gauthier, H. (1998)** "D’une génération à l’autre: Évolution des conditions de vie." Bureau de la statistique du Québec; Distribution, Les Publications du Québec.

**Gidigbi, M. O., Ademola-John, C. I., et Joseph, A. J. (2021**)" Effects of Indirect Taxation on Household Consumption in Nigeria" FUW International Journal of Management and Social Sciences-IJMSS 6(1).

**Howard, D. H. (1978).** "Personal Saving Behavior and the Rate of Inflation". The Review of Economics and Statistics, 60(4), 547. https://doi.org/10.2307/1924247

**Idris, M., et Sebastine, E. N. (2023). "**Effect of Indirect Taxation on Household Consumption in Nigeria” Asian Journal of Economics and Finance,5(1) 21-37. https://DOI: 10.47509/AJEF. 2023.v05i01.02

**Johansen, S. (1988)**, " Statistical Analysis of Cointegrating Vectors ", in Journal of Economic Dynamic and Control, Vol.12, pp. 231-254

**Johansen, S. (1991),** "Estimation and Hypothesis Testing of Cointégration Vectors in Gaussian Vector Autoregressive Models ", in Econometrica, Vol.59, pp. 1551-1580.

**Johansen, S., et Juselius, K. (1990**). "Maximum likelihood estimation and inference on cointégration -with applications to the demand for money". Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 52(2), 169‑210. https://doi.org/10.1111/j.1468-0084.1990.mp52002003.x

**Katona, G. (1975**) *Psychological Economics*, Elsevier Scientific Publishing.

**Kaya, A., et Şen, H. (2015)** "Taxes and Private Consumption Expenditure: A Component Based Analysis for Turkey". 61857. https://mpra.ub.uni-muenchen.de/id/eprint/61857

**Keynes, J. M (1936)** "The General Theory of Employment, Interest and Money". Political Science Quarterly, 51(4), 600‑602. https://doi.org/10.2307/2143949

**Kwiatkowski, D., Phillips, P. C. B., Schmidt, P., et Shin, Y. (1992**)" Testing the null hypothesis of stationarity against the alternative of a unit root". Journal of Econometrics, 54(1‑3), 159‑178. https://doi.org/10.1016/0304-4076(92)90104-Y

**Mertens et Ravn (2012)**"Empirical Evidence On The Aggregate Effects Of Anticipated And Unanticipated U.S. Tax Policy Shocks". National Bureau Of Economic Research working Paper 16289. http://www.nber.org/papers/w16289

**Miles, J. (2005).**" Tolerance and Variance Inflation Factor" (Vol. 4). John Wiley et Sons.

**Modica, E., S. Laudage and M. Harding (2018),** “Domestic Revenue Mobilisation: A new database on tax levels and structures in 80 countries”, OECD Taxation Working Papers, No. 36, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/a87feae8-en

**Modigliani, F., et Brumberg, R. (1954)**" Utility Analysis and The Consumption Function: An Interpretation of Cross-Section Data" (in Post Keynesian Economics, ed. Kenneth K. Kurihara.). The MIT Press. https://doi.org/10.7551/mitpress/1923.001.0001

**Pesaran et al (1997)** “Pooled estimation of long run Relationships in Dynamic Heterogeneous Panels".

**Pesaran, M. H., Shin, Y., et Smith, R. J. (2001**)" Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. Journal of Applied Econometrics,16(3),289‑326.https://doi.org/10.1002/jae.616

**Phillips et Hansen (1990)** "Statistcal Inference in Instrumental Variables Regression with I (1) Precesses “. Review of Economic Studies 57,99-125.

**Phillips, P. C. B., et Perron, P. (1988**)" Testing for a unit root in time series regression". Biometrika, 75(2), 335‑346. http://dx.doi.org/10.1093/biomet/75.2.335

**Sani, A. B., et Sani, I. (2020)** "Analysis of the Effect of Value Added Tax on Consumption in Nigeria". IOSR Journal of Business and Management (IOSR-JBM), 22, 32‑40. https://doi.org/DOI: 10.9790/487X-2201073240

**Shapiro, M. D., et Slemrod, J. (2003).** "Consumer Response to Tax Rebates." The American Economic Review, 93(1).

**Tochukwu, O. R., Jerry, K., & Titus, O. A. (2015)** "Value Added Tax and Consumption Expenditure Behaviour of Households in Nigeria " An Empirical Investigation. 3.

**ANNEXE**

Annexe 1. Le résultat de long terme du modèle 2 ARDL (5,1,4,2,4,4,3)



Annexe 2: Le test de cointégration

-Le modèle 1 du ARDL (2,5,5,4,0,4,5)



-Le modèle 2 du ARDL (5,1,4,2,4,4,3)



Annexe 3: Le test d’autocorrélation



Annexe 4: Le test d’hétéroscédasticité



Annexe 5: le test de normalité



Annexe 6: Graphique de CUSUM du modèle 1



Annexe 7 : Le résultat de court terme du G2 ARDL (1,1,2,2,2)



Annexe 8: Le résultat de long terme du G5 ARDL (2,3,3,2,3)



Annexe 9 : Le résultat de court terme du G3 ARDL (1,3,3,3,3) (test de robustesse)



1. La propension marginale à consommer représente la part du revenu supplémentaire qui est consacré un supplément de consommation. Selon Keynes, sa formule se définit par: PMC=ΔC/ΔYd. [↑](#footnote-ref-1)
2. La propension moyenne à consommer représente la part du revenu des ménages consacrés à la consommation. Sa formule est définie par Pmc= C/Yd avec C la consommation totale et Yd le revenu disponible. [↑](#footnote-ref-2)
3. De ce fait, la fonction de consommation Keynésienne est définie par:C=C0+cY avec C: la consommation totale, C0 qui représente la consommation autonome, Y le revenu disponible et c la propension marginale à consommer. [↑](#footnote-ref-3)
4. Duesenberry (1994) dans sa fonction de consommation pose deux Hypothèses : Effet de démonstration qui stipule que la propension à consommer d’un ménage n’est pas en fonction seulement de son revenu disponible mais aussi de sa position relative dans l’échelle des revenus de sa catégories sociale et l’hypothèse de l’effet de cliquet qui montre que la Pmc reste constante sur une longue période. [↑](#footnote-ref-4)
5. La fonction est définie par : Y=Yt+Yp avec Yt qui représente le revenu transitoire et Yp le revenu permanent. [↑](#footnote-ref-5)
6. La taxe sur la valeur ajoutée a été mise en application au Burkina Faso par la loi 4/92/ADP du 3 décembre 1992 et applicable le 1er janvier 1993. Aujourd’hui, sont imposables à cette taxe notamment les personnes physiques ou morales qui réalisent des affaires imposables (autre que salariée). Et également les personnes suivantes ayant opté à la TVA c’est-à-dire exploitants agricoles, éleveurs, pêcheurs. Son montant est calculé sur le prix de vente hors taxes de tous les biens et services. [↑](#footnote-ref-6)